

PROTOCOL

POUR LA CRÉATION DU RÉSEAU TRANSFRONTALIER DES SERVICES POUR L'EMPLOI

INDEX

1. Présentation	3
1.1. Résumé du Projet MA.R.E.	3
1.2. Liste des Partenaires de projet	3
1.3. Organisme responsable de la création du Réseau Transfrontalier des services pour l'Emploi ..	4
1.4. Objectif général et objectifs spécifiques du Réseau Transfrontalier des services pour l'Emploi	4
1.5. Protocol de réseau	5
2. Lignes directrices pour la création du Réseau Transfrontalier	6
2.1. Étapes de création du Réseau	6
2.2. Outil de recensement	6
2.3. Identification des nœuds primaires	6
2.4. Implication des nœuds primaires	8
2.5. Mise en place de l'infrastructure centrale de réseau	8
2.6. Identification des nœuds d'élargissement. Recensement des acteurs publics et privés	9
2.7. Implication des nœuds d'élargissement	11
2.8. Création du Réseau Transfrontalier	12
3. Modèle de gouvernance du Réseau Transfrontalier des services pour l'Emploi	13
3.1. Caractéristiques principales	13
3.2. Étapes du Réseau	13
3.3. Bilinguisme	14
3.4. Espace sur l'Internet	14
3.5. Suivi et animation	14
3.6. Rapports avec l'extérieur	15
3.7. Étape I: les nœuds primaires du Réseau et leurs fonctions	15
3.8. Étape II: élargissement du nombre des nœuds du Réseau	16
3.9. Niveaux de Réseau	17

<u>3.10. Modèle de décision</u>	17
<u>3.11. Infrastructure centrale du Réseau: président et secrétariat d'organisation</u>	17
<u>3.12. Rapports internes de communication parmi les parties impliquées</u>	18
<u>3.13. Objectifs du Réseau</u>	18
<u>3.14. Plan opérationnel des activités de l'Étape I</u>	19
<u>3.15. Objectifs et activités: Étape II</u>	20
<u>ANNEXE 1 Fiche pour le recensement des acteurs du Réseau Transfrontalier</u>	21
<u>ANNEXE 2 Notes explicatives pour le remplissage de la fiche pour le recensement des acteurs du Réseau Transfrontalier</u>	22
<u>ANNEXE 3 Fiches pour le recensement des acteurs du Réseau Transfrontalier - Corse Ligurie Provence-Alpes-Côte d'Azur Sardaigne, Toscane</u>	24
<u>ANNEXE 4 Manifeste du Réseau Transfrontalier</u>	25
<u>ANNEXE 5 Textes de communication par courrier électronique pour contacter les acteurs du réseau</u>	26
<u>Indications</u>	26
<u>Textes</u>	26
<u>ANNEXE 6 Modèles de lettre d'adhésion au Réseau Transfrontalier</u>	28
<u>Lettre d'adhésion type "Nœud primaire"</u>	28
<u>Lettre d'adhésion type "Nœud d'élargissement"</u>	29
<u>ANNEXE 7 Plan des activités</u>	30
<u>Activités planifiées</u>	30
<u>Chronogramme des activités</u>	31
<u>ANNEXE 8 Orientations pour les stratégies de développement du Réseau Transfrontalier</u>	32
<u>ANNEXE 9 Accord de confidentialité et traitement des données personnelles</u>	35
<u>Déclaration de confidentialité</u>	35
<u>Document d'orientation sur la sécurité</u>	35
<u>Registre des actions de traitement des données personnelles</u>	35
<u>Registre des violations des données personnelles</u>	35

1. Présentation

1.1. Résumé du projet MA.R.E.

Titre

Projet Marché transfrontalier du travail et Réseau des services pour l'Emploi

Projet n° 279

Axe prioritaire 4

Augmentation des possibilités d'emploi, durable et de qualité, et d'intégration par l'activité économique.

Objectif spécifique 8CTE1

Renforcer le marché du travail transfrontalier dans les filières transfrontalières liées à la croissance bleue et verte.

Durée

01 mars 2019 – 31 décembre 2021

1.2. Liste des Partenaires de projet

- Chef de file: Regione Liguria (RE.LIG., ITALIA)
- Camera di Commercio Industria Artigianato e Agricoltura di Genova (CCIAA. GE, LIG, ITALIA)
- Agenzia Regionale per il Lavoro la Formazione e l'Accreditamento (ALFA, LIG, ITALIA)
- Provincia di Livorno (PRO.LI, TOS, ITALIA)
- Camera di Commercio Industria Artigianato Agricoltura della Maremma e del Tirreno (CCIAA MaTi- TOSC, ITALIA)
- Agenzia Sarda per le Politiche attive del Lavoro (ASPAL, SAR, ITALIA)
- Camera di Commercio Industria e Artigianato di Cagliari (CCIAA CA., SAR, ITALIA)
- Regione Autonoma della Sardegna, Assessorato al Lavoro
- Agence de Développement Economique de la Corse (ADEC, COR, FRANCE)
- Chambre de Commerce et d'Industrie d'Ajaccio et de la Corse du Sud (CCIACS, COR, FRANCE)
- Chambre de Commerce et d'Industrie de la Haute-Corse (CCIHC, COR, FRANCE)
- Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat de Corse (CRMA de CORSE, COR, FRANCE)
- Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur (POLE EMPLOI PACA, PACA, FRANCE)
- Regione Toscana (RT, ITALIA)

1.3. Organisme responsable de la création du Réseau Transfrontalier des services pour l'Emploi

ASPAL - Agenzia Sarda per le Politiche attive del Lavoro, Settore Progetti su base regionale e comunitaria (Agence Sarde pour les Politiques Actives pour l'Emploi, Secteur des Projets à niveau régional et communautaire).

Adresse : Via Is Mirrionis 159, Cagliari, 09122

Site Internet : <http://www.regione.sardegna.it/agenziaregionaleperillavoro/>

Courrier électronique : lav.agenzia.regionale@regione.sardegna.it

1.4. Objectif général et objectifs spécifiques du Réseau Transfrontalier des services pour l'Emploi

La Composante T2 du Projet MA.R.E. - Marché transfrontalier du travail et Réseau des services pour l'Emploi vise à mettre en place un réseau entre acteurs publics et privés actifs sur le marché du travail.

Le Réseau Transfrontalier des services pour l'Emploi constitue l'un des principaux objectifs à atteindre dans le cadre de ce projet, et sa création sera l'un des moyens les plus importants de coopération et de communication permettant le développement de services conjoints pour favoriser l'adéquation entre l'offre et la demande d'emploi dans l'espace de coopération.

Les **finalités** du Réseau sont les suivantes :

- Développer des activités d'apprentissage commun et l'échange d'expériences pour améliorer la coopération entre les parties prenantes
- Créer un système de collaboration systématique et continu entre les services pour l'emploi à deux niveaux : entre les acteurs publics et privés assurant des politiques actives pour l'emploi et les parties prenantes du territoire concerné dans le cadre du programme.

Les **objectifs** du Réseau sont les suivants :

- Contribuer à l'établissement et collaborer avec un forum permanent de la mobilité transfrontalière pour l'emploi
- Promouvoir l'utilisation du Réseau par les acteurs publics et privés actifs dans le secteur des services favorisant le rapprochement de la demande et de l'offre d'emploi dans la zone de coopération
- Organiser des activités de présentation et d'animation impliquant les opérateurs des services pour l'emploi de toutes les régions de l'espace de coopération
- Définir et mettre en place des procédures de conseil qualifié pour les possibilités de mobilité transfrontalière
- Validation d'enquêtes et reporting des résultats des composantes du projet MA.R.E.

- Identifier des exemples de bonnes pratiques et promouvoir leur reproduction dans l'espace de coopération.

1.5. Protocol de réseau

Le Protocol de réseau est un document par lequel les partenaires du projet partagent le parcours et les outils pour la création du Réseau Transfrontalier.

Chaque partenaire s'engage à collaborer à chaque étape de réalisation du Réseau Transfrontalier et à mettre en place toutes les actions nécessaires pour son bon fonctionnement et pour la poursuite de son activité au-delà de la durée du projet.

2. Lignes directrices pour la création du Réseau Transfrontalier

2.1. Etapes de création du Réseau

Le Réseau Transfrontalier vise à devenir un espace de confrontation et de proposition à long terme pour tous les acteurs publics et privés favorisant l'adéquation entre la demande et l'offre d'emploi, la mise en œuvre des politiques actives pour l'emploi et, plus en général, dans le marché du travail des cinq régions impliquées dans ce projet.

Le Réseau Transfrontalier se compose de deux étapes différentes : I et II.

L'étape I commence dans la deuxième moitié du 2020 et se termine en octobre 2021.

L'étape II commence en novembre 2021 et sa durée est indéterminée.

L'étape I concerne la structuration de relations de coopération stables entre environ 35 acteurs publics et privés. Ces acteurs sont invités à participer au réseau parce qu'ils exercent des fonctions de sommet dans le système du marché de travail.

Les acteurs qui participent au Réseau dès l'étape I sont appelés : nœuds primaires.

L'étape II concerne le progressif élargissement de la participation au Réseau, en impliquant un nombre plus élevé d'acteurs publics et privés qui partagent l'intérêt pour le bon fonctionnement du marché de travail dans la zone de coopération.

Les acteurs impliqués dans l'étape II sont appelés : nœuds d'élargissement.

2.2. Outil de recensement

Pour atteindre l'objectif du Réseau, il faut cartographier les acteurs pour chaque territoire de la zone concernée par le programme, où seront établis les cinq nœuds territoriaux qui feront partie du Réseau Transfrontalier.

L'outil de cartographie est la feuille de calcul *Fiche pour le recensement des acteurs du Réseau Transfrontalier*.

La feuille de calcul se compose de quatre feuilles de travail, une par étape, et rédigées en italien et en français.

2.3. Identification des nœuds primaires

L'identification des nœuds primaires s'effectue à partir des fonctions que les acteurs exercent dans le système des services pour l'emploi de la région impliquée.

Les nœuds primaires du Réseau, identifiés sur la base de la fonction exercée, sont les suivants :

- I. Organisme public au niveau régional ayant des responsabilités en matière de programmation et de mise en œuvre de politiques actives pour l'emploi
- II. Organisme public au niveau régional ayant des responsabilités en matière de gestion et de suivi des services pour la compensation des offres et des demandes d'emploi
- III. Organisme de droit privé qui représente et relie les intérêts de catégorie des agences privées intermédiaires pour l'emploi
- IV. Organisme de droit public et privé qui représente et relie, sur un territoire donné, les intérêts du plus grand nombre d'entreprises actives dans tous les secteurs de l'économie
- V. Organisme public au niveau régional ayant des responsabilités de programmation, suivi et accréditation dans le domaine de la formation professionnelle
- VI. Représentant du Forum permanent transfrontalier des opérateurs des services pour l'emploi (Projet MA.R.E., Composante T2, membres sélectionnés par le Réseau Transfrontalier)
- VII. Organisme institutionnel au niveau régional de suivi et promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le secteur du travail

L'identification des organismes exerçant les fonctions incombe aux partenaires du projet MA.R.E.

Le partenariat identifie cinq acteurs, un par chaque territoire, qui devra indiquer les organismes.

Les organismes identifiés doivent être enregistrés sur les feuilles de calcul concernant l'Etape 1 de la *Fiche pour le recensement des acteurs du Réseau Transfrontalier*, en indiquant toutes les informations disponibles.

Si dans le système d'administration publique d'une région, un organisme exerce une ou plusieurs fonctions concernant les nœuds primaires de Réseau, cet organisme aura le droit d'avoir un ou plusieurs représentants.

L'identification pour les acteurs I., II. et V. s'effectue en indiquant avec certitude l'organisme qui correspond à la fonction donnée.

L'identification pour l'acteur III est réalisée en évaluant, par des enquêtes en lignes ou en utilisant des connaissances préexistantes, une association ayant son siège sur le territoire concerné; étant réellement active sur ce territoire, ayant de préférence entretenu des rapports formels de collaboration avec un partenaire de projet au cours des 24 derniers mois; et si cette donnée est disponible, comprenne le plus grand nombre d'agences intermédiaires par rapport à ses concurrents sur le territoire concerné.

L'identification pour l'acteur IV détecte l'organisme comprenant les localisations géographiques d'organismes qui représentent différentes catégories et les intérêts d'entreprises actives dans plusieurs secteurs de l'économie, y compris des organismes représentant les entreprises du secteur du tourisme et des chantiers navals, des sources d'énergie renouvelable, du tourisme éco-durable et des biotechnologies bleues et vertes.

L'identification pour les acteurs VI s'effectue : a) à cette étape, si les représentants du Forum ont déjà été désignés par les partenaires du projet à travers des procédures informelles ; b) après la désignation des représentants du Forum, s'ils n'ont pas encore été désignés. Il est souhaitable que la personne physique identifiée au point VI possède une bonne connaissance de la langue étrangère,

même si cet aspect n'est pas essentiel parce que le partenaire responsable de l'activité garantira tout le support de traduction nécessaire.

L'identification au point VII, dans le cas où il y a plusieurs organismes institutionnels exerçant la fonction, en ce qui concerne les trois régions italiennes, accorde la priorité à la Conseillère ou au Conseiller pour l'égalité (ex. Décret Législatif 198/2006).

Lorsque les organismes ont été identifiés, les acteurs chargés de l'identification transmettent aux partenaires du projet MA.R.E. tous les résultats et les fiches remplies.

Le partenaire chargé de la création du Réseau Transfrontalier dans le cadre du projet MA.R.E., rassemble les fiches, demande, s'il est nécessaire, d'intégrer les informations dans le cas de fonctions pour lesquelles n'a pas été indiqué l'organisme, et il ouvre une confrontation avec les partenaires du projet sur les organismes identifiés.

2.4. Implication des nœuds primaires

L'implication des organismes identifiés se réalise de manière privilégiée par cooptation à travers des canaux para-informels. Cela se produit notamment pour les partenaires de projet et pour tout autre organisme avec lequel les partenaires de projet entretiennent des relations établies et sans solution intermédiaire.

Dans tous les cas, les organismes identifiés reçoivent une communication par courrier électronique de la part du partenaire chargé de la création du Réseau, partagée avec les partenaires du projet MA.R.E. (voir annexe *Textes de communication par courrier électronique*, Modèle 1).

Documents joints à la communication : *Manifeste du Réseau Transfrontalier* (voir annexe), *Protocol du Réseau Transfrontalier des services pour l'Emploi*, *Lettre d'adhésion Type "Nœud primaire"* (voir annexe), *Déclaration de confidentialité* (voir annexe).

La communication doit être complétée par une réunion en présentiel ou par téléphone avec le directeur responsable.

L'organisme identifié doit désigner son propre représentant au sein du Réseau.

Il est nécessaire – et cela doit être considéré au cours des processus d'implication des nœuds primaires - que chaque nœud territorial de l'infrastructure centrale du réseau possède les compétences linguistiques nécessaires pour se confronter avec succès avec les autres nœuds du réseau. Donc, s'il est possible, il faut communiquer aux organismes identifiés que les représentants du Réseau devraient de préférence maîtriser la langue étrangère même si seront assurés des services de traduction. En outre, il conviendrait que les représentants du Réseau possèdent des compétences spécifiques sur le fonctionnement du marché du travail de son propre territoire et qu'ils soient experts de projets internationaux.

Si les organismes identifiés refusent ou ne respectent pas leur désignation il faut : a) identifier, si possible, un autre organisme exerçant une fonction similaire ; b) que les partenaires du projet MA.R.E mettent en œuvre des mesures de pression personnelle et institutionnelle ; c) désigner un représentant expert au sein du Réseau de la fonction d'un autre organisme n'exerçant pas la fonction propre au nœud primaire concerné.

Lorsque les organismes et les représentants des organismes au sein du Réseau ont été identifiés, le partenaire du projet chargé de la création du Réseau transmet une communication collective

concernant le début des travaux, en annexant le *Plan des activités* (voir annexe) et les indications opérationnelles nécessaires.

2.5. Mise en place de l'infrastructure centrale de réseau

(président, secrétariat d'organisation, espace internet, liste de diffusion, plan des activités, facilitation de la première réunion, rapport avec le Forum permanent transfrontalier des opérateurs)

Le Réseau Transfrontalier des services pour l'emploi devra :

- a) être un espace productif de collaboration entre plusieurs acteurs publics et privés faisant partie des cinq régions de deux nations impliquées ;
- b) avoir une durée temporelle indéterminée et être doué d'un modèle de *gouvernance* bien établi, partagé et capable d'assurer un fonctionnement stable et continu.

Afin de prendre en compte et favoriser la concrétisation de ces caractéristiques du réseau, on souligne la nécessité de préfigurer l'organisation d'un noyau central capable d'en assurer le fonctionnement. Cette infrastructure centrale est composée à la fois d'aspects organisationnels et d'outils de communication et techniques.

L'infrastructure centrale se compose de :

- un Président, dont les procédures de désignation et les fonctions spécifiques à exercer sont définies dans le *Modèle de gouvernance du Réseau Transfrontalier* (voir annexe).
- un Secrétariat d'organisation, dont les procédures de désignation et les fonctions spécifiques à exercer sont définies dans le *Modèle de gouvernance du Réseau Transfrontalier* (voir annexe).
- un espace sur internet spécifique comprenant un forum de discussion, partagé avec le Forum des opérateurs, et un répertoire de documents accessible à tous les nœuds primaires du réseau, à la zone sécurisée du domaine d'Internet *hiips://mare.alfaliguria.it* . Dès que possible, tous les nœuds primaires doivent recevoir un guide pour l'accès et la gestion de la zone spécifique du site web.
- une liste de diffusion des nœuds primaires, élaborée par le secrétariat d'organisation.
- un plan des activités prévues pour l'étape I, élaboré par le partenaire du projet MA.R.E. chargé de la création du Réseau.

Au cours de l'étape I, n'est pas nécessaire que le Réseau mette en place des médias de communication tels que adresses mail, courriers électroniques certifiés, lignes téléphoniques et/ou boîtes postale.

Afin de garantir le bon fonctionnement initial du Réseau, l'organisme responsable de la création du Réseau dans le cadre du projet MA.R.E doit organiser une première réunion d'orientation au cours de laquelle un facilitateur spécialisé rédigera un rapport de synthèse.

Parmi les sujets qui seront abordés au cours de cette réunion, il est prévu une orientation sur les rapports entre le Réseau et le Forum des opérateurs du secteur visant à clarifier les modalités de

communication et les formes de collaboration entre les deux parties, notamment, mais non seulement, en ce qui concerne le plan des activités de participation conjointe aux événements.

2.6. Identification des nœuds d'élargissement. Recensement des acteurs publics et privés

En ce qui concerne l'identification des potentiels acteurs du Réseau au cours de l'Etape II, le Réseau Transfrontalier sera doté par les partenaires du projet M.A.R.E. des cinq Fiches pour le recensement des acteurs du Réseau Transfrontalier, une par chaque territoire de l'espace de coopération, remplies aux feuilles de l'Etape II.

A cette étape, les acteurs sont divisés en six groupes par chaque des cinq régions :

- Partenaire du projet M.A.R.E. ayant son siège sur le territoire concerné.
- Organismes et institutions publiques ayant des responsabilités en matière de services pour l'emploi, adéquation entre l'offre et la demande de travail et mise en œuvre de politiques actives pour l'emploi. Il convient notamment d'inclure les Assessorats régionaux compétents dans le domaine des Politiques pour l'Emploi et pour la Formation Professionnelle; les organismes régionaux chargés de réduire les discriminations entre les hommes et les femmes dans le secteur du travail; les Agences régionales et d'autres organismes institutionnels ayant des compétences en matière de politiques actives pour l'emploi, de programmation et d'évaluation des politiques pour l'emploi, organisation des sièges territoriales des agences pour l'emploi; les Chambres de Commerce, d'Industrie, de l'Artisanat et de l'Agriculture. En outre, il faut inclure sous cette rubrique les organismes de droit public autorisés par l'ANPAL (Agenzia Nazionale per le Politiche Attive del Lavoro/Agence Nationale des Politiques Actives pour l'Emploi) à fournir des services dans le secteur de l'offre et de la demande d'emploi étant réellement actifs dans ce secteur, tels que : les Universités publiques et privées ; les Municipalités (individuelles ou groupées) ; les communautés de montagne ; les Instituts d'enseignement secondaire.
- Agences pour l'emploi agréées au niveau régional ou national ayant leur siège sur le territoire régional. En outre, il faut inclure sous cette rubrique les organismes de droit privé autorisés par l'ANPAL (voir ci-dessus) à fournir des services dans le secteur de l'offre et de la demande d'emploi étant réellement actifs dans ce secteur, tels que: Fondations Universitaires, associations et d'autres organismes actifs dans le secteur tertiaire et responsables de la protection de l'emploi, l'assistance et la promotion d'activités d'entreprise, la conception et la fourniture de programmes de formation et de parcours en alternance; l'Ordre National des Conseillers de l'Emploi.
- Les principales organisations syndicales, groupements d'associations professionnelles et organismes bilatéraux.
- Agences de Formation reconnues et autorisées par la Région à fournir et mener des actions de formation professionnelle.
- D'autres acteurs publics et privés (par exemple des organismes fournissant des politiques passives, centres de recherche publics et privés dans le domaine du marché du travail ; organismes de suivi en matière de santé et de sécurité au travail ; organismes engagés dans la lutte contre les discriminations au travail).

Le recensement sera structuré de la manière suivante :

- Identification par les partenaires du projet de l'acteur chargé de cartographier les acteurs publics et privés et en tant que potentiels nœuds du Réseau ;
- Remplissage de la Fiche pour le recensement des acteurs du Réseau Transfrontalier quant 'aux feuilles de l'étape II (sera remplie une Fiche par chaque région impliquée dans ce projet).

Cette fiche est composée par des feuilles de travail divisés en colonnes de la manière suivante : n° de ligne, dénomination de l'organisme, fonction exercée, siège (municipalité), adresse, adresse mail ; courrier électronique certifié, n° de téléphone, représentant, infos de contact, état, espace pour les notes (voir les annexes *Notes explicatives pour le remplissage de la fiche pour le recensement des acteurs du Réseau Transfrontalier* et *Fiche pour le recensement des acteurs du Réseau Transfrontalier*).

Le recensement est réalisé afin d'identifier tous les acteurs réellement actifs dans le secteur des services pour la demande et l'offre d'emploi. Donc, il conviendrait de ne pas le considérer forcément exhaustif de tous les acteurs autorisés à fournir des services intermédiaires entre demandes et offres d'emploi, dans le cas où ces acteurs, même si accrédités, ne mènent objectivement aucune action à ce but (cela peut se vérifier pour les organismes de droit public, comme par exemple des municipalités, des instituts d'enseignement secondaire où des communautés de montagne, qui jouissent de parcours d'autorisation privilèges par l'ANPAL pour le service intermédiaire entre demande e offre mais qui, en effet, ne sont pas actifs dans ce secteur). Donc, le recensement doit être raisonné et on doit éviter d'inclure des potentiels acteurs inactifs et des informations pas nécessaires.

A la séance suivante, le Réseau examinera les actions de marketing territorial pour l'identification des entreprises à impliquer et à fidéliser, en donnant une attention particulière aux filières bleues et vertes. Donc, ces entreprises ne doivent pas être incluses à nouveau dans le recensement.

2.7. Implication des nœuds d'élargissement

Sur la base des processus décisionnels, au cours de l'Etape II, le Réseau Transfrontalier prendra contact avec les acteurs identifiés et recensés et identifiera éventuellement d'autres acteurs potentiels.

C'est seulement le Réseau qui doit choisir les catégories d'acteurs potentiels à contacter et le délai de réalisation de cette action. Toutefois, ce choix devra être univoque pour tous les cinq territoires impliqués (voir le *Modèle de gouvernance du Réseau Transfrontalier*).

Chaque nœud territorial pourra décider d'ouvrir, à travers ses propres canaux de communication vers l'extérieur et/ou d'autres créés à ce propos, un avis d'appel publique adressé aux catégories d'acteurs identifiés pour l'élargissement du Réseau au cours de l'Etape II. Cela serait utile afin d'atteindre les acteurs potentiels qui ne figurent pas dans le recensement. En même temps, on éviterait d'ouvrir ses propres frontières seulement à travers des invitations adressées vers l'extérieur, en gardant le rapport de fusion avec la zone extérieure de référence, c'est-à-dire l'éventail élargi de parties prenantes du marché du travail. Enfin, la participation volontaire au Réseau Transfrontalier pourrait donner lieu à une collaboration plus active.

Chaque nœud territorial du réseau doit se doter de ses propres informations de contact (numéro de téléphone ou courrier électronique). Le Réseau, en tant qu'entité unique, devra se doter de son propre courrier électronique et d'un courrier électronique certifié. Les mails et les lignes téléphoniques sont gérés par le Secrétariat d'organisation du Réseau.

Après, seront contactés les acteurs publics et privés identifiés, en indiquant sur la fiche les résultats de la prise de contact et toutes les informations nécessaires pour communiquer avec les acteurs potentiels du réseau (voir *Notes explicatives pour le remplissage de la Fiche pour le recensement des acteurs du Réseau Transfrontalier*).

Il est recommandé que les prises de contact soient effectuées par le secrétariat d'organisation et que le processus d'implication des acteurs potentiels soit géré entièrement par un seul nœud territorial du Réseau. Cela pour éviter que l'intervention de différentes entités sur le même acteur potentiel détermine des redondances et/ou d'interférences pendant la communication et, donc, pour prévoir le manque de participation au Réseau ou de négligence aux cours des premières étapes de la part des acteurs impliqués.

La première prise de contact s'effectue en envoyant un texte par défaut par courriel électronique (voir *Textes de communication par courriel électronique, Modèle 2*). Documents joints à la communication : *Manifeste du Réseau Transfrontalier, Protocol du Réseau Transfrontalier des services pour l'Emploi, Lettre d'adhésion Type "Nœud d'élargissement", Déclaration de confidentialité*.

Par la Déclaration de confidentialité le signataire s'engage à participer activement et de manière collaborative au Réseau. Ce dernier peut apporter des modifications aux textes et à la structure des Déclarations de confidentialité selon la typologie du destinataire et, par conséquent, selon son rôle potentiel dans le Réseau Transfrontalier.

Par chaque acteur potentiel identifié seront effectués au moins deux autres tentatives d'implication, la deuxième par courriel électronique et la troisième par téléphone.

Le secrétariat d'organisation devra gérer les demandes d'explications éventuelles.

A chaque acteur potentiel sera demandé d'identifier une seule personne qui s'occupera de communiquer au sein du Réseau Transfrontalier.

2.8. Création du Réseau Transfrontalier

Après avoir :

- Élaboré et partagé avec les partenaires du projet le modèle de *gouvernance* et la déclaration commune d'intention
- Publié en ligne le site web avec un espace spécifique consacré au Réseau
- Identifié, contacté et désigné les représentants des nœuds primaires du Réseau
- Rempli la Fiche pour le recensement des acteurs du Réseau
- Désigné le président
- Désigné les cinq membres du secrétariat d'organisation du Réseau
- Planifié la première réunion d'orientation
- Elaboré et partagé le plan des premières activités du Réseau
- Suivi en itinère les recommandations des partenaires du projet concernant tous les aspects du Réseau en cours de création

le Réseau Transfrontalier des services pour l'emploi doit être considéré comme créé.

3. Modèle de gouvernance du Réseau Transfrontalier des services pour l'emploi

3.1. Caractéristiques principales

Le Réseau Transfrontalier des services pour l'emploi est un outil du Projet MA.R.E. visant à créer un système de relations de coopération continues entre les services publics pour l'emploi et les autres acteurs du marché du travail.

Le Réseau Transfrontalier agit pour faire en sorte que les frontières territoriales ne constituent pas de barrières à la multiplication des chances économiques. Les sujets qui décident de faire partie du Réseau ont l'objectif de favoriser la mobilité du travail dans la zone de coopération, en agissant même à travers l'identification des processus d'élimination des disparités au niveau administratif, du droit du travail et fiscal qui peuvent constituer un obstacle.

Le Réseau exerce son activité dans l'espace de coopération du projet et il implique des entités publiques et privées ayant leur siège en Corse (France), Ligurie (Italie), Provence-Alpes-Côte d'Azur (France), Sardaigne (Italie) et Toscane (Italie).

Les sujets participants sont des organismes publics et des acteurs privés qui, tout en exerçant des fonctions différentes et tout en ayant des objectifs spécifiques, partagent l'objectif général du projet, c'est-à-dire le bon fonctionnement du marché du travail dans l'espace de coopération

Les modalités de participation et de communication, ainsi que les objectifs spécifiques initiaux et le plan des activités jusqu'à avril 2022, sont indiqués par les partenaires du projet MA.R.E. Ensuite, le Réseau Transfrontalier poursuivra ses actions, en établissant ses propres activités dans le cadre des objectifs généraux du projet MA.R.E. et sur la base de son propre Protocol de Réseau.

3.2. Etapes du Réseau

Le Réseau Transfrontalier se compose de deux étapes différentes : I et II.

L'étape I concerne la structuration de relations de coopération stables entre environ 35 acteurs publics et privés. Ces acteurs sont invités à participer au réseau parce qu'ils exercent des fonctions de sommet dans le système du marché du travail telles que le suivi et la gestion des services fondamentaux pour son fonctionnement, la conception et la mise en œuvre de politiques actives ou en tant que représentant des intérêts de différentes catégories.

L'étape I réalise les activités et parvient aux résultats concernant la création du Réseau Transfrontalier prévus pour la Composante T2 du projet MA.R.E.

L'étape I commence dans la deuxième moitié du 2020 et se termine, à titre indicatif, en octobre 2021.

Les acteurs qui participent au Réseau dès l'étape I sont appelés : nœuds primaires.

L'étape II concerne le progressif élargissement de la participation au Réseau, en impliquant un nombre plus élevé d'acteurs publics et privés qui partagent l'intérêt pour le bon fonctionnement du marché dans la zone de coopération.

L'étape II commence en novembre 2021 et sa durée est indéterminée.

Les acteurs impliqués dans l'étape II sont appelés : nœuds d'élargissement.

L'étape II renforce la durabilité temporelle des activités mises en place au cours du projet MA.R.E. dans sa globalité.

Au cours de l'étape II, d'abord le Réseau Transfrontalier est dirigé de l'extérieur selon les indications du partenariat du projet MA.R.E., ensuite il peut jouir d'une pleine autonomie de décision et opérationnelle.

3.3. Bilinguisme

Ce sont deux les langues officielles du Réseau Transfrontalier : l'italien et le français. Chaque document rédigé doit être rendu disponible dans les deux langues.

Les nœuds primaires, et surtout le secrétariat d'organisation (voir ci-dessous) sont chargés de rendre disponibles tous les documents en français et en italien dans l'espace de coopération.

3.4. Espace sur l'Internet

Le Réseau est doté d'un forum de discussion, partagé avec le Forum des opérateurs, et d'un répertoire de documents accessible à tous les nœuds primaires du réseau, à la zone sécurisée du domaine d'Internet <https://mare.alfaliguria.it> .

Les modalités d'accès et d'emploi seront transmises au Réseau par le partenaire du projet MA.R.E. responsable de la Composante T2, après une adéquate confrontation avec le partenaire responsable du produit 5.3.1 de la Composante T5.

3.5. Suivi et animation

Uniquement pour l'étape I, le seul organisme responsable de surveiller activement au bon fonctionnement du Réseau c'est le partenaire chargé de la création du Réseau Transfrontalier dans le cadre du projet MA.R.E. Cependant, chaque partenaire du projet peut mettre en place des actions de suivi sur le fonctionnement du réseau et demander toute sorte de clarification à l'organisme responsable.

Le partenaire chargé de la création du Réseau Transfrontalier dans le cadre du projet MA.R.E. doit aussi s'occuper de l'animation du Réseau pendant l'Etape I.

L'animation peut prévoir aussi des outils pour favoriser les réunions entre les participants du Réseau tels que la participation d'experts, l'étude des résultats et la rédaction d'un rapport de synthèse après chaque réunion.

Sont identifiés trois indicateurs pour évaluer le bon fonctionnement du Réseau au cours de l'étape I.

1. Indicateur de participation initiale : octobre 2020. Nombre de participants (personnes physiques) = 35. Toute valeur inférieure est considérée comme négative.

2. Indicateur de participation à la communication : mars 2021. 35 participants (personnes physiques) ont transmis par écrit leurs opinions et leurs évaluations sur le réseau au moins une fois. Chaque valeur inférieure est considérée comme négative.

3. Indicateur d'activité : novembre 2021. Toutes les activités prévues dans le plan opérationnel du réseau pour l'étape I ont été déjà réalisées ou sont en cours de réalisation. Si seulement une des activités prévues n'a pas été réalisée, l'évaluation selon l'indicateur considéré est négative.

Pendant toute la durée du projet MA.R.E. l'activité du Réseau Transfrontalier est suivie par les partenaires du projet et notamment par l'organisme responsable de la création et de l'animation du Réseau.

A compter de l'Etape II, le Réseau ne doit plus signaler à l'extérieur toutes ses activités, sauf dans le cas de possibles et futurs accords avec d'autres entités, et mettre en marche des procédures de suivi de sa propre activité sur la base de modalités spécifiques à convenir entre les nœuds primaires au plus tard le premier trimestre du 2022.

3.6. Rapports avec l'extérieur

Au cours de l'Etape I, le Réseau Transfrontalier entretient des rapports avec l'extérieur par un nombre fixe de canaux et d'actions communicatives et il ne dispose pas de canaux de communication propres (lignes téléphoniques, adresses mail, etc.) ; en particulier le Réseau :

- communique avec les partenaires du projet MA.R.E., surtout avec le partenaire responsable de sa création, sur ses propres activités et sur les autres activités du projet ;
- communique avec le Forum permanent transfrontalier des opérateurs, afin de coordonner les activités communes, notamment à propos de la participation conjointe et des événements mis en place dans le cadre du projet ;
- communique - lors de conférences publiques, pendant la participation aux événements et par tout autre canal, même occasionnellement et sans aucune organisation, et selon l'initiative d'un seul nœud primaire – avec les parties prenantes du marché du travail dans le cadre des activités du Réseau ;
- communique – si cela est nécessaire et même de manière informelle, ou selon l'initiative d'un seul nœud mais en signalisant les communications à tous les nœuds primaires – avec les responsables politiques du territoire de référence en matière de politiques actives pour l'emploi et la formation professionnelle, en leur transmettant toute information sur les activités mises en œuvre au sein du Réseau ;
- communique avec le gestionnaire de l'espace web spécifique quant' aux exigences et aux problèmes identifiés.

3.7. Etape I : les nœuds primaires du Réseau et leurs fonctions

Le réseau est articulé en cinq nœuds territoriaux limités au niveau politique et administratif : Corse (France), Ligurie (Italie), Provence-Alpes-Côte d'Azur (France), Sardaigne (Italie) et Toscane (Italie).

Au cours de l'étape I, tous les nœuds exercent les mêmes fonctions malgré la diversité d'acteurs spécifiques impliqués à cause de systèmes d'administration publique différents.

Les fonctions exercées au cours de l'Etape I sont les suivantes :

- organisme public au niveau régional ayant des responsabilités en matière de programmation et de mise en œuvre des politiques actives pour l'emploi;
- organisme public au niveau régional ayant des responsabilités en matière de gestion et de suivi des services pour l'adéquation entre la demande et l'offre d'emploi;
- organisme de droit privé qui représente et relie les intérêts de catégorie des agences privées de travail intérimaire;
- organisme de droit public et privé qui représente et relie sur un territoire donné, les intérêts du plus grand nombre d'entreprises actives dans tous les secteurs de l'économie;
- organisme public au niveau régional ayant des responsabilités de programmation, de suivi et d'accréditation dans le domaine de la formation professionnelle;
- représentant du Forum permanent transfrontalier des opérateurs des services pour l'emploi (Projet MA.R.E., Composante T2, membres sélectionnés par le Réseau Transfrontalier);
- organisme institutionnel au niveau régional de suivi et promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le secteur du travail.

L'identification des organismes de référence incombe aux partenaires du projet MA.R.E.

Les modalités de prise de contact avec les organismes doivent respecter les *Lignes directrices pour la création du Réseau Transfrontalier*.

Les organismes identifiés peuvent désigner librement la personne physique qui doit participer au Réseau, sur la base de ses compétences, de son expérience en matière de projets internationaux et de ses compétences linguistiques dans l'autre langue officielle du Réseau.

Les acteurs par nœud territorial doivent être absolument au nombre de sept, un par fonction. Si sur un territoire donné existent des organismes exerçant deux ou plusieurs fonctions parmi celles énumérées ci-dessus, ces organismes auront le droit de désigner deux ou plusieurs personnes en tant que participants au Réseau. A chaque personne est confiée une fonction bien spécifique.

3.8. Étape II : élargissement du nombre des nœuds du Réseau

Au cours de l'étape II, le Réseau peut s'élargir grâce à l'adhésion de nouveaux nœuds appelés "nœuds d'élargissement".

En outre, le Réseau peut identifier de manière autonome d'autres entités publiques et privées sur la base de la Fiche pour le recensement des acteurs publics et privés (Feuille de l'Étape II).

Chaque nœud territorial est chargé de l'identification et de la prise de contact avec les nœuds potentiels de son territoire.

Chaque acteur public et privé confirme son adhésion au Réseau en signant une *Lettre d'adhésion* par laquelle le signataire s'engage à participer activement et de manière collaborative au Réseau ; cette lettre est structurée selon le rôle joué par le signataire sur le marché du travail.

L'adhésion de la part d'autres acteurs doit se réaliser de manière similaire pour tous les nœuds territoriaux par : typologie d'acteur ; délai, modalités d'adhésion et nombre d'acteurs (par exemple décembre 2021 : prise de contact et adhésion au Réseau par 30 agences privées du travail au maximum, selon le même modèle de Lettre d'adhésion).

Au cours de l'Étape II le nombre d'acteurs par chaque nœud territorial doit respecter les critères suivants : le nombre d'acteurs ayant leur siège en Italie ne doit jamais dépasser 60% ; le nombre

d'acteurs ayant leur siège en France ne doit jamais dépasser 50% ; le nombre d'acteurs ayant leur siège dans l'une des cinq régions ne doit jamais dépasser 25% et ne doit jamais être inférieur à 15%. Si ces critères ne sont pas respectés, le Réseau n'exclut aucun de ses nœuds mais s'engage à permettre l'adhésion à d'autres sujets jusqu'à quand le nombre d'acteurs sera satisfait.

En règle générale, chaque nœud d'élargissement qui participe à l'Etape II a le droit d'avoir un seul représentant au sein du Réseau.

Toute autre demande d'adhésion éventuelle provenant de l'extérieur du Réseau devra être examinée par le nœud territorial responsable, et, après consultation des autres nœuds territoriaux, devra recevoir une réponse dans les cinq jours ouvrables suivants.

3.9. Niveaux de Réseau

Le modèle de *gouvernance* du Réseau est divisé en trois niveaux, par rôle et par acteurs différents de la manière suivante :

- | | |
|--|--|
| A. Rôle de planification et de décision. | Acteurs : nœuds primaires. |
| B. Rôle de secrétariat et de gestion. | Acteurs : secrétariat d'organisation. |
| C. Rôle de participation active. | Acteurs : nœuds d'élargissement (seulement pour l'étape II). |

3.10. Modèle de décision

Le Réseau Transfrontalier réunit plusieurs acteurs publics et privés et interagit avec tous les acteurs du marché du travail. Etant une entité complexe, le Réseau adopte un modèle de décision flexible et utile pour développer des stratégies et pour mettre en place des actions sans réduire sa complexité et dans le cadre de parcours partagés avec tous les participants qui doivent être signalés de manière adéquate.

Aussi bien au cours de l'étape I que lors de l'étape II, le Réseau peut prendre ses décisions selon deux modalités différentes : a) à l'unanimité par les nœuds primaires ; b) par une procédure de vote à la majorité simple et chaque nœud territorial ayant un nombre de vote égal à 1 ; le vote par chaque nœud territorial est établi par les nœuds primaires du territoire concerné par critère de majorité simple.

La fonction de président du Réseau (voir les Lignes directrices) entraîne une valeur différente du vote assigné seulement en cas d'égalité des résultats d'une votation selon deux ou plusieurs modalités de vote. En ce cas, le vote du président du Réseau vaut deux votes.

Les nœuds primaires, à l'unanimité, peuvent permettre à un autre acteur public et privé de faire partie des nœuds primaires, mais seulement si cet acteur est identifié par tous les cinq territoires de l'espace de coopération.

Un nœud d'élargissement pourrait être exclu du Réseau par décision des nœuds primaires selon la procédure de décision habituelle. La décision d'exclusion n'est pas susceptible de faire l'objet d'un recours à l'appel.

3.11. Infrastructure centrale du Réseau : président et secrétariat d'organisation

Le Réseau se caractérise par une infrastructure centrale composée d'un président et d'un secrétariat d'organisation, tous les deux n'ont pas de pouvoir décisionnel autonome.

Le président :

- Surveille la bonne marche des activités du Réseau ;
- Organise une réunion à distance et en présentiel (aussi en marge des évènements auxquels le Réseau participe) au moins tous les six mois ;
- Préside et dirige le débat lors des réunions à distance et en présentiel.

Pour la période 2020-2021 la fonction de président est assigné en tant que représentant au sein du Réseau du partenaire de projet responsable de la création et de l'animation du Réseau.

A compter du 2022, le président est désigné via une procédure de vote à la majorité simple par les représentants des nœuds primaires (la procédure de vote doit se dérouler avant la fin du premier trimestre de l'année).

Le secrétariat d'organisation :

- Communique avec l'extérieur du Réseau selon les indications données par les nœuds primaires du Réseau ;
- Organise les contacts avec d'autres acteurs publics et privés potentiels identifiés par le Réseau ;
- Notifie aux nœuds primaires les actions réalisées ;
- Fournit les documents dans les deux langues officielles ;
- Rédige tous les trois mois des rapports de synthèse sur les actions mises en œuvre par le Réseau ;
- Collabore à l'organisation des évènements du Réseau en assurant le secrétariat ;
- Surveille et facilite la communication entre le Réseau et le Forum.

Le secrétariat d'organisation se compose de cinq membres, un par nœud territorial.

Chaque nœud territorial doit désigner son propre membre.

En l'absence de conditions rédhibitoires, le membre de chaque nœud territorial du secrétariat d'organisation est le représentant d'un partenaire du projet MA.R.E.

3.12. Rapports internes de communication parmi les parties impliquées

Les rapports entre les niveaux du Réseau et tous les nœuds doivent être dictés par la volonté d'une coopération efficace et le respect absolu communs.

L'infrastructure centrale du Réseau surveille les rapports de communication parmi toutes les parties impliquées et fournit tous les documents traduits dans les deux langues officielles.

Les informations sont partagées avec tous les acteurs du Réseau.

Les réunions entre les nœuds primaires, à distance ou en présentiel, sont organisées et gérées par l'infrastructure centrale du Réseau au moins tous les six mois.

3.13. Objectifs du Réseau

L'objectif général du Réseau Transfrontalier consiste à favoriser la mobilité professionnelle transfrontalière dans l'espace de coopération.

Les objectifs spécifiques de l'étape I sont les suivants :

- Elaborer des stratégies d'échange communicatif, de collaboration et d'apprentissage communs parmi les acteurs impliqués ;
- Identifier les aspects critiques au niveau d'organisation, normatif et fiscal qui empêchent la mobilité transfrontalière parmi les marchés du travail régionaux dans la zone de coopération ;
- Faire connaître le Réseau et son activité aux parties prenantes publiques et privées des marchés du travail dans l'espace de coopération ;
- Exercer des activités de conseil, de validation et de soutien aux autres activités et produits réalisés dans le cadre du projet M.A.R.E.

3.14. Plan opérationnel des activités de l'Etape I

Il est observé que les activités initialement prévues en présentiel peuvent être modifiées et réalisées à distance suite aux conséquences normatives survenues à cause de la diffusion du virus du SRAS CoV-2 dans l'espace de coopération.

Cette réorganisation peut être réalisée selon la Demande de modification du projet approuvé – Programme IT-FR Maritime 2014-2020 – Mai 2020 v.6-Alnnexe 7 Plan de reconversion du projet approuvé – COVID-oriented. Selon cette modification, les activités T2.2 "Animation du RÉSEAU et promotion de la participation des services locaux pour l'emploi au réseau transfrontalier" peuvent ne pas être réalisées selon les modalités initialement prévues.

Les réunions du Réseau, qu'elles soient en présentiel ou à distance, ont lieu au moins tous les six mois. Les réunions sont organisées et gérées par l'infrastructure centrale du Réseau.

Liste des activités

- Création d'initiatives d'échange d'opinions, d'analyses et de résultats parmi les acteurs du Réseau. Ces échanges peuvent se dérouler à distance ou en présentiel, au cours des réunions ad hoc parmi les participants au Réseau ; à l'occasion de journées de présentation et d'animation du Réseau ; parallèlement aux réunions d'échange en présentiel du Forum des opérateurs ; lors de la participation du Forum aux événements ayant pour thème l'emploi et l'adéquation entre la demande et l'offre d'emploi.
- Confrontation sur le thème de l'intégration des marchés du travail dans l'espace de coopération. Ces confrontations peuvent avoir lieu en présentiel ou à distance à travers l'espace spécifique et sécurisé suivant <https://mare.alfaliguria.it> ou par mail et/ou téléphone.
- Mise en place de stratégies pour faire connaître le Réseau aux autres acteurs du marché du travail, à travers des stratégies de communication ponctuelles, l'organisation d'initiatives de présentation publiques et/ou la participation aux événements consacrés à ce sujet.
- Identification et désignation des membres du Forum permanent transfrontalier des opérateurs.
- Elaboration d'un Plan d'action dans l'espace de coopération, sur la base des objectifs du Réseau, partagé par les Autorités de Gestion (ADG) régionales dans la zone de coopération

afin de favoriser l'intégration des résultats du projet MA.R.E. à la stratégie prévue pour les programmations régionales prochaines, avec des activités visant à promouvoir le débat sur le même Plan au niveau régional et aussi national auprès des responsables politiques et avec des stratégies pour l'implication des toutes les parties concernées.

- Consultation et validation de l'enquête en ligne réalisée dans le cadre de la Composante T1.
- Consultation et validation des rapports territoriaux rédigés dans le cadre de la Composante T3.
- Consultation et validation de la proposition du *Service conjoint de IVC dans le cadre du projet MA.R.E. et Lignes directrices pour la mise en place* élaboré dans le cadre de la Composante T5.
- Mise en œuvre de stratégies pour l'identification et l'implication d'autres acteurs publics et privés dans le Réseau (Etape II).

3.15. Objectifs et activités : Étape II

Au cours de l'Etape II le Réseau vise à augmenter le nombre de ses participants, en essayant de devenir un espace de confrontation et de planification commun pour toutes les parties publiques et privées concernées et actives sur le marché du travail dans la zone de coopération.

A cette étape, le Réseau Transfrontalier peut jouir d'une pleine autonomie de décision et opérationnelle et peut définir ses propres objectifs et activités. Ces objectifs et activités doivent rester liées à ceux faisant l'objet du projet MA.R.E. et du Protocol de Réseau.

Donc, le Réseau poursuit ses efforts dans le cadre d'un plan d'activité visant à améliorer les services pour l'emploi dans l'espace de coopération, par la mise en œuvre de stratégies pour le développement et l'optimisation de la *gouvernance* du marché du travail et des services pour l'emploi.

Au cours de l'Etape II, le Réseau, parmi ses activités, peut aussi :

- Identifier les bonnes pratiques dans les services d'adéquation entre la demande et l'offre d'emploi et favoriser leur diffusion ;
- Planifier et promouvoir la mise en place d'une commune base de données des offres et des demandes dans l'espace de coopération ;
- Favoriser le développement des filières bleues et vertes, notamment en apportant son soutien pour identifier des experts du secteur ;
- Mettre en œuvre des stratégies de marketing territorial, visant aussi à fidéliser les entreprises et les groupes d'entreprises quant 'aux initiatives réalisées ;
- Promouvoir le renforcement des rapports entre le monde économique et productif et les services publics et privés d'adéquation entre la demande et l'offre d'emploi ;
- Orienter les travailleurs vers les opportunités de mobilité transfrontalière grâce aux services conjoints favorisant l'adéquation entre la demande et l'offre d'emploi parmi des sujets sur territoires différents ;
- Promouvoir des procédures, des accords et des lignes directrices visant à favoriser la mobilité transfrontalière ;
- Définir et mettre en œuvre des services conjoints de conseil qualifié pour la mobilité transfrontalière.

Annexe1 Fiche pour le recensement des acteurs du Réseau Transfrontalier

(Fac-similé ; la feuille de calcul à remplir a été annexée séparément)

Étape 1

DENOMINAZIONE ENTE	FUNZIONE	SEDE	INDIRIZZO	EMAIL	PEC	TEL	RAPPRESENTANTE	INFO CONTATTO	STATO	NOTE
Assessorato al Lavoro...	ente regionale programmazione e organizzazione politiche attive lavoro									
Agenzia... o Assessorato a...	ente pubblico di gestione e di supervisione dei servizi per l'impiego									
Assolavoro?; Federlavoro?	associazione di categoria agenzie private di intermediazione lavoro									
Unione italiana delle Camere di commercio, industria, artigianato e agricoltura	ente di rappresentanza degli interessi delle imprese									
Agenzia...o Assessorato a...	ente regionale programmazione e supervisione formazione professionale									
Consigliere di Parità Regione	ente istituzionale per la parità tra i generi nel lavoro									
Forum permanente transfrontaliero degli operatori (M.A.R.E)	rappresentante Forum degli operatori									

Étape 2

DENOMINAZIONE	FUNZIONE	SEDE	INDIRIZZO	EMAIL	PEC	TELEFONO	RAPPRESENTANTE	INFO CONTATTO	STATO	NOTE
PARTNER PROGETTO M.A.R.E										
ENTI E ISTITUZIONI PUBBLICHE										
AGENZIE PER IL LAVORO										
AGENZIE DI FORMAZIONE PROFESSIONALE										
ORGANIZZAZIONI DI CATEGORIA E SINDACALI										
ALTRI SOGGETTI PUBBLICI E PRIVATI (es. stakeholders mercato del lavoro; enti erogatori politiche passive; istituti pubblici e privati di ricerca sul mercato del lavoro; enti vigilanza salute e sicurezza luoghi di lavoro)										

Annexe 2 Notes explicatives pour le remplissage de la fiche pour le recensement des acteurs du Réseau Transfrontalier

La *Fiche pour le recensement des acteurs du Réseau Transfrontalier* est l'outil utilisé pour le recensement et la gestion de la prise de contact des acteurs publics et privés identifiés en tant qu'acteurs potentiels du Réseau Transfrontalier des services pour l'emploi dans le cadre du Projet M.A.R.E. – Marché transfrontalier du travail et Réseau des services.

La fiche offre une distinction des acteurs potentiels en deux groupes différents et la possibilité d'être modifiée sur la base des nouvelles adhésions au Réseau lors des deux étapes différentes.

L'Etape 1 consiste en la création du Réseau Transfrontalier en tant qu'objectif spécifique du projet M.A.R.E., Composante T2, Responsable ASPAL (Agenzia Sarda per le Politiche attive del Lavoro/Agence Sarde pour le Politiques Actives pour l'Emploi).

L'Etape 2 consiste en l'élargissement du Réseau, en toute indépendance du projet M.A.R.E. mais comme partie intégrante de sa durabilité temporelle. Le responsable de sa réalisation éventuelle sera le Réseau Transfrontalier lui-même.

La fiche est une feuille de calcul (fichier *.xlsx).

Les feuilles de calcul sont au nombre de 4: Fase 1 IT; Phase 1 FR; Fase 2 IT; Phase 2 FR.

Quant 'à l'identification des acteurs de l'étape 1, on doit respecter les indications visées au paragraphe 2.3 du document *Lignes directrices pour la création du Réseau Transfrontalier*.

Quant 'à l'identification des acteurs de l'étape 2, on doit respecter les indications visées au paragraphe 2.6 du document *Lignes directrices pour la création du réseau Transfrontalier*.

Pour plus de simplicité, les acteurs déjà indiqués dans les feuilles de l'étape 1 doivent être copiés dans la feuille de l'étape 2.

Les lignes des feuilles permettent de faire une distinction entre les acteurs effectifs et potentiels du Réseau.

Les colonnes de la feuille, de droite à gauche, doivent être remplies de la manière suivante :

DENOMINATION : dénomination officielle de l'acteur public et privé

FONCTION : fonction principale ou principales fonctions exercées par l'acteur concerné en matière de politiques pour l'emploi (par exemple : d'intermédiation et/ou de formation professionnelle, protection des intérêts des catégories de travailleurs, égalité des chances, etc.). Quant 'aux acteurs exerçant plusieurs fonctions on doit indiquer seulement la fonction principale où le terme synthétique *supervision* dans le cas d'organismes publics actifs au sommet du système des services et des politiques pour l'emploi.

SIÈGE : municipalité où se trouve le siège social

ADRESSE : adresse du siège social

EMAIL : adresse de courrier électronique

PEC : adresse de courrier électronique certifié

TÉLÉPHONE : indiquer tous les numéros de téléphone disponibles

REPRESENTANT : indiquer le nom de la personne identifiée en tant que représentant de l'acteur public ou privé à l'intérieur du Réseau Transfrontalier ; dans le cas où des acteurs sont autorisés à avoir plus d'un représentant il faut indiquer tous leurs noms.

COORDONNÉES DE CONTACT : indiquer toutes les coordonnées de contact (adresse électronique et numéro de téléphone) du représentant, seulement si ces informations sont différentes de celles concernant l'acteur public et privé indiquées dans les colonnes spécifiques.

ÉTAT: remplir cette partie en respectant les indications suivantes (en ce qui concerne l'étape 1 il ne faut pas remplir la colonne et la prise de contact est gérée selon les indications au paragraphe 2.4 du document *Lignes directrices pour la création du Réseau Transfrontalier*).

1) effectuer une première tentative d'établir un contact ;

2) effectuer une deuxième tentative d'établir un contact ;

3) effectuer une troisième tentative d'établir un contact ;

Ok) lettre d'adhésion reçue et signée ;

No) rejet d'adhésion au Réseau ;

?) acteur pas disponible pour arrêt d'activité ou pour d'autres raisons ;

+) demande de plusieurs infos (voir les notes explicatives) ;

!) cas particuliers (voir les notes explicatives).

NOTES EXPLICATIVES : à remplir seulement dans le cas de demande de plusieurs infos par l'acteur potentiel ou dans tout autre cas pas indiqué ci-dessus.

Annexe 3 Fiches pour le recensement des acteurs du Réseau Transfrontalier – Corse, Ligurie, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Sardaigne, Toscane

En annexe séparée, veuillez trouver les feuilles de travail remplies (5, 1 par région)

Annexe 4 Manifeste du Réseau Transfrontalier



LA RETE TRANSFRONTALIERA DEI SERVIZI PER IL LAVORO

RIUNISCE

GLI ATTORI PUBBLICI E PRIVATI DEI SERVIZI PER IL LAVORO DI
CORSICA, LIGURIA, PROVENZA-ALPI-COSTA AZZURRA,
TOSCANA E SARDEGNA

VUOLE

FAVORIRE LA MOBILITÀ TRANSFRONTALIERA
AUMENTARE L'EFFICIENZA DEL MERCATO DEL LAVORO

NECESSITA

DEL CONTRIBUTO DI TUTTI I PORTATORI DI INTERESSE

METTETEVI IN RETE!

METTETEVI IN GIOCO!

ADERITE !

PARTNER DEL PROGETTO M.A.R.E.	Regione Liguria Regione Sardegna Regione Toscana Agence de Développement Economique de la Corse Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur Agenzia Regionale per il Lavoro la Formazione e l'Accreditamento Liguria Agenzia Sarda per le Politiche attive del Lavoro Provincia di Livorno Chambre de Commerce et d'Industrie d'Ajaccio et de la Corse du Sud Chambre de Commerce et d'Industrie de la Haute-Corse Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat de Corse Camera di Commercio Industria Artigianato e Agricoltura di Genova Camera di Commercio Industria e Artigianato di Cagliari Camera di Commercio Industria Artigianato Agricoltura della Maremma e del Tirreno
-------------------------------------	--

Per INFORMAZIONI scrivere alla casella
xxxxxxx@aspalsardegna.it

Annexe 5 Textes de communication par courrier électronique pour contacter les acteurs du réseau

Indications

S'il existe des rapports de collaboration et de connaissance étroits entre les organismes identifiés et tout partenaire du projet MA.R.E., il conviendra que l'acteur potentiel soit contacté par le sujet concerné et que ce dernier utilise le registre le plus adéquat au rapport existant entre les deux parties. En outre, il faudra transmettre toute information sur les caractéristiques, les objectifs et les actions prévues au sein du Réseau Transfrontalier.

En plus, il sera nécessaire de demander à l'organisme concerné d'identifier son propre représentant au sein du Réseau qui, si possible, devra avoir des compétences suffisantes sur les sujets abordés et une connaissance, même si minime, de l'autre langue officielle du projet MA.R.E. et une expérience préalable dans le domaine de projets internationaux.

Dans le cas où il n'existe pas de rapports de connaissance et de collaboration anciens et stables, les modalités pour contacter des organismes complexes et jouant un rôle important au niveau institutionnel devront être évaluées au cas par cas.

Dans toute autre cas, on peut utiliser comme modèle le texte suivant.

Texte

“ Messieurs Dénomination de l'organisme

Nous vous contactons pour vous demander votre adhésion au Réseau Transfrontalier des services pour l'emploi.

Le Réseau Transfrontalier s'inscrit dans le cadre du projet MA.R.E. - Marché transfrontalier du travail et Réseau des services pour l'Emploi, Action Interreg III financée par le Fonds Européen de Développement Régional. Vous pouvez consulter la liste des organismes du partenariat à l'annexe *Protocol du Réseau Transfrontalier*.

Le Réseau vise à devenir un espace commun de discussion et de confrontation entre les acteurs publics et privés des marchés du travail des régions suivantes : Corse, Ligurie, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Sardaigne et Toscane.

L'objectif principal du Réseau consiste à favoriser la mobilité en matière d'emploi parmi ces régions.

Nous vous demandons s'il est possible d'organiser une réunion en présentiel ou par téléphone avec un de vos représentants pour vous expliquer les raisons pour lesquelles nous vous contactons et nous souhaitons votre participation et collaboration à cette initiative si importante.

Pour toute clarification et explication n'hésitez pas à nous contacter.

Veillez trouver en annexe les documents suivants :

Protocol du Réseau Transfrontalier
Lettre d'adhésion
Manifeste du Réseau Transfrontalier
Déclaration de confidentialité

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer,

Nos salutations distinguées

En outre, il est possible d'ajouter d'autres phrases ad hoc pour expliquer les raisons pour lesquelles on prend contact avec des acteurs particuliers.

En particulier, si au cours de l'étape II on contacte les nombreuses agences de travail privées et les organismes de formation professionnelle, le texte ci-dessus peut être modifié de la façon suivante :

“Messieurs Dénomination de l'agence,

Nous vous contactons pour vous demander votre adhésion au Réseau Transfrontalier des services pour l'emploi.

Le Réseau Transfrontalier s'inscrit dans le cadre du projet MA.R.E. - Marché transfrontalier du travail et Réseau des services pour l'Emploi, Action Interreg III financée par le Fonds Européen de Développement Régional. Vous pouvez consulter la liste des organismes du partenariat à l'annexe *Protocol du Réseau Transfrontalier*.

Le Réseau vise à devenir un espace commun de discussion et de confrontation entre les acteurs publics et privés des marchés du travail des régions suivantes : Corse, Ligurie, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Sardaigne et Toscane.

L'objectif principal du Réseau consiste à favoriser la mobilité en matière d'emploi parmi ces régions.

Les partenaires du projet considèrent comme indispensable la participation des agences pour l'emploi au Réseau. Pour cette raison, nous aimerons créer des fructueuses collaborations entre les services publiques et privés d'intermédiation pour l'emploi.

ou

Les partenaires du projet considèrent comme indispensable la participation des organismes de formation professionnelle au Réseau. En effet, nous souhaiterions mettre en place des fructueuses collaborations entre le monde de la formation, les services pour l'emploi et les entreprises pour améliorer l'efficacité du marché du travail.

Nous vous demandons s'il est possible d'organiser une réunion en présentiel ou par téléphone avec un de vos représentants pour vous expliquer les raisons pour lesquelles nous vous contactons et nous souhaitons votre participation et collaboration à cette initiative si importante.

Pour toute clarification et explication n'hésitez pas à nous contacter.

Veillez trouver en annexe les documents suivants :

Protocol du Réseau Transfrontalier
Lettre d'adhésion
Manifeste du Réseau Transfrontalier
Déclaration de confidentialité

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Nos salutations distinguées

Annexe 6 Modèles de lettre d'adhésion au Réseau Transfrontalier

Lettre d'adhésion Type "Noeud primaire"

DENOMINATION DE L'ORGANISME : _____

SIÈGE (pays, ville, adresse) : _____

NUMÉRO D'IDENTIFICATION FISCALE/TVA : _____

TÉLÉPHONE : _____

EMAIL : _____

PEC : _____

NOM DU REPRÉSENTANT LÉGAL : _____

CONFIRME SON ADHÉSION

au Réseau Transfrontalier des Services pour l'Emploi, créé dans le cadre du projet M.A.R.E. - Marché transfrontalier du travail et Réseau des services pour l'Emploi, Action Interreg III financée par le Fonds Européen de Développement Régional (FESR).

DECLARE

- d'avoir consulté et de partager le Protocol de Réseau, définissant les objectifs, la *gouvernance* et les actions du Réseau Transfrontalier;
- d'être conscient de représenter au sein du Réseau un acteur indispensable, dont la collaboration active est fondamentale pour atteindre les objectifs du Réseau;
- de vouloir mettre en place une collaboration et une participation active au Réseau;
- d'être conscient que le Réseau Transfrontalier n'est pas une entité dotée de la personnalité juridique.

DÉSIGNE

Comme son représentant au sein du Réseau Transfrontalier :

NOM DU REPRÉSENTANT : _____

RÔLE JOUÉ PAR LE REPRÉSENTANT AU SEIN DU RÉSEAU : _____

EMAIL DU REPRÉSENTANT: _____

TÉLÉPHONE DU REPRÉSENTANT: _____

Les données à caractère personnel fournis seront traitées conformément au Règlement général sur la protection des données/General Data Protection Régulation 2016/679. Veuillez trouver en annexe la Déclaration de Confidentialité à signer. Le titulaire du traitement des données est : xxxxxxxx.

Date et lieu

Signature du Représentant Legal

Signature du Représentant au sein du Réseau Transfrontalier

Lettre d'adhésion Type "Noeud d'élargissement"

DENOMINATION DE L'ORGANISME : _____

SIÈGE (*pays, ville, adresse*) : _____

NUMÉRO D'IDENTIFICATION FISCALE/TVA : _____

TÉLÉPHONE : _____

EMAIL : _____

PEC : _____

NOM DU REPRÉSENTANT LÉGAL : _____

CONFIRME SON ADHÉSION

au Réseau Transfrontalier des Services pour l'Emploi, créé dans le cadre du projet MA.R.E. - Marché transfrontalier du travail et Réseau des services pour l'Emploi, Action Interreg III financée par le Fonds Européen de Développement Régional (FESR).

DECLARE

- d'avoir consulté et de partager le Protocol de Réseau, définissant les objectifs, la *gouvernance* et les actions du Réseau Transfrontalier;
- de vouloir mettre en place une collaboration et une participation active au Réseau;
- d'être conscient que le Réseau Transfrontalier n'est pas une entité dotée de la personnalité juridique.

DÉSIGNE

Comme son représentant au sein du Réseau Transfrontalier :

NOM DU REPRÉSENTANT : _____

EMAIL DU REPRÉSENTANT: _____

TÉLÉPHONE DU REPRÉSENTANT: _____

Les données à caractère personnel fournis seront traitées conformément au Règlement général sur la protection des données/General Data Protection Régulation 2016/679. Veuillez trouver en annexe la Déclaration de Confidentialité à signer. Le titulaire du traitement des données est : xxxxxxxx.

Date et lieu

Signature du Représentant Legal

Signature du Représentant au sein du Réseau Transfrontalier

Annexe 7 Plan des activités

Activités planifiées

Les réunions internes ouvertes aux participants du Réseau se déroulent tous les six mois et elles sont organisées et gérées par l'infrastructure centrale du Réseau.

Le président et les secrétaires fixent l'ordre du jour des réunions semestrielles, en accordant une attention particulière à l'élaboration d'un parcours de réflexion sur le thème de l'intégration des marchés du travail dans la zone de coopération.

Ces rencontres peuvent se réaliser en présentiel ou à distance par téléconférences ou appels groupés par Internet sur IP (Technologie Voice Over Internet Protocol). La confrontation parmi les participants se réalise de façon continue même en utilisant la zone sécurisée du domaine d'Internet <https://mare.alfaliquria.it> réservée au Réseau ou par l'échange de courriels/appels téléphoniques.

Les activités déjà planifiées lors de la date de fermeture du Protocol de Réseau (juillet 2020) sont présentées ci-après et à l'annexe séparé *Plan des activités (file xlsx)*.

Ces activités doivent se dérouler dans la période septembre 2020-décembre 2021.

- Réunions de confrontation : septembre 2021, avril 2021, octobre 2021.
- Elaboration d'un Plan d'action dans l'espace de coopération pour favoriser l'intégration des résultats du projet MA.R.E. en prévision des programmations régionales prochaines.
- Consultation et validation de l'enquête en ligne réalisée dans le cadre de la Composante T1.
- Consultation et validation des rapports territoriaux rédigés dans le cadre de la Composante T3.
- Consultation et validation de la proposition du *Service conjoint de IVC dans le cadre du projet MA.R.E. et Lignes directrices pour la mise en place* élaboré dans le cadre de la Composante T5.
- Mise en œuvre de stratégies pour l'identification et l'implication d'autres acteurs publics et privés dans le Réseau (Etape II).
- Prise de contact avec d'autres acteurs concernés et à impliquer dans le réseau.
- Participation officielle via un espace spécifique, en collaboration avec le Forum des opérateurs, aux événements planifiés par ce dernier de la façon suivante :
 - Décembre 2020, Toscane (lors de la Fiera Toscana del Lavoro/Salon de l'emploi de la Toscane) ;
 - Janvier 2021, Sardaigne (lors de l'International Job Meeting/Salon International pour l'Emploi) ;
 - Mars 2021, PACA (lors de la Semaine pour l'Emploi) ;
 - May 2021, (Corse) ;
 - Automne 2021, (Ligurie).

Chronogramme des activités

ATTIVITÀ	PERIODO			
	3° QUADRIMESTRE 2020	1° QUADRIMESTRE 2021	2° QUADRIMESTRE 2021	3° QUADRIMESTRE 2021
INCONTRI INTERNI RETE	settembre 2020	aprile 2021		ottobre 2021
PARTECIPAZIONE A EVENTI FIERISTICI	dicembre 2020 (Fiera Toscana del Lavoro)	gennaio 2021 (International Job Meeting Sardagna) marzo 2021 PACA (Settimana del lavoro)	maggio 2021 Corsica	autunno 2021 Liguria
ELABORAZIONE PIANO CONGIUNTO				
VALIDAZIONE INDAGINE T1				
VALIDAZIONE REPORT T3				
VALIDAZIONE PROPOSTA IVC T5				
ALLARGAMENTO RETE TRANSFRONTALIERA				

Fichier xlsx éditable en annexe séparée

Annexe 8 Orientations pour les stratégies de développement du Réseau

L'étape I vise à établir des collaborations continues parmi les organismes exerçant des fonctions de sommet dans le système public-privé d'adéquation entre la demande et l'offre d'emploi dans la zone de coopération.

A ce propos, le Réseau agira en tant qu'entité, informelle et pas juridique, dans le but d'atteindre deux objectifs généraux, l'un interne, l'autre externe, c'est-à-dire : faire en sorte que la communication et la coopération entre les acteurs publics et privés soient constantes ; favoriser, sur la base des objectifs spécifiques et des activités correspondantes, la mobilité transfrontalière en matière d'emploi parmi les territoires concernés.

Dans la perspective d'une amélioration de l'efficacité du marché de travail, c'est-à-dire en termes d'adéquation entre demande et offre d'emploi, le Réseau, tel qu'il a été structuré au cours de l'Etape I, est déjà une entité au potentiel énorme.

D'autres potentialités tout aussi importantes sont celles concernant d'autres parcours de renforcement du marché de travail des 5 Régions impliquées, telles que, par exemple, l'identification et la diffusion de bonnes pratiques, l'amélioration de la croissance des filières économiques bleues et vertes ou la mise en place de procédures standard de conseil pour la mobilité transfrontalière.

L'Etape II, se déroulant à l'extérieur du Réseau et après avoir atteint les objectifs spécifiques du projet M.A.R.E., pourrait constituer une autre occasion d'amélioration qualitative de l'importance socio-économique du Réseau.

Le Réseau pourrait devenir la seule entité pouvant permettre la rencontre et la confrontation parmi toutes les majeures parties prenantes dans le marché du travail de la zone de coopération. C'est ainsi que le Réseau représenterait une entité originale dans le contexte italien et dans le cadre des relations parmi les systèmes des services pour l'emploi français et italiens.

C'est justement cette perspective qui sous-tend aux deux différentes étapes de création du Réseau Transfrontalier et à la rédaction de la liste des acteurs potentiels de l'Etape II. Cette dernière multiplie les entités représentées au sein du réseau (agences d'intermédiation privées, agences de formation professionnelle, associations de catégorie, et ainsi de suite) et inclut en soi même les organismes fournissant des politiques actives, les syndicats, les instituts de recherche sur le marché de travail, les organismes actifs en matière de protection de la santé et de la sécurité et ceux qui luttent contre la discrimination au travail.

L'actualisation d'un tel Réseau pourrait avoir des retombées considérables et non seulement en termes d'augmentation de l'efficacité du marché du travail et d'élimination des frictions qui à présent peuvent réduire la mobilité transfrontalière. D'autres conséquences positives qui pourraient ressortir d'un Réseau structuré de cette façon, déjà partiellement réalisables au cours de la première étape interne au projet M.A.R.E. – concernent les rapports entre décideurs et exécutants des politiques; le rapport parmi différentes traditions administratives; la collaboration au niveau public et privé; la collaboration parmi des organismes ayant une mission différente; la réflexion partagée sur les mécanismes standardisés d'accueil actuels et d'aides à l'emploi; l'échange parmi des bases de données différentes.

Premièrement, la coopération entre le Forum des opérateurs et le Réseau Transfrontalier trace un possible espace de confrontation mutuelle entre ceux qui mettent en œuvre les politiques actives et ceux qui les conçoit. Cet espace serait caractérisé par un échange Bottom up continu des

expériences des opérateurs des Centres pour l'emploi et des Pôles Emploi vers les responsables politiques régionaux et les organismes exerçant des fonctions de sommet en matière de gestion et de suivi du système du marché de travail sur les cinq territoires impliqués. L'accès à ces connaissances, si méthodique et organisé de façon adéquate, pourrait constituer une importante source de connaissances utiles pour surmonter les possibles problèmes concernant certains aspects des politiques pour l'emploi ou de l'organisation des services pour l'emploi.

Deuxièmement, le Réseau Transfrontalier permet de comparer deux différentes traditions d'administration du système des services pour l'emploi. D'un côté, la tradition française a toujours été plus centralisée, renforcée par la Loi 2008-126 du 13 février 2008, par laquelle a été établie la fusion entre l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE) et l'Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Assédic). La structure actuelle du Pôle Emploi réunit à son sommet des représentants de l'état, des syndicats, des associations de catégorie et d'experts du secteur. De l'autre côté, la tradition italienne se caractérise par une organisation locale, dans l'esprit fédéraliste qui a encouragé toutes les réformes mises en œuvre au cours des vingt dernières années, depuis la Loi 59 du 15 mars 1997. La confrontation parmi des systèmes si différents à l'intérieur d'un parcours se caractérisant par des objectifs communs, aura sûrement des retombées positives.

Troisièmement, une autre retombée positive concerne le rapport de confrontation et coopération continu entre le Réseau Transfrontalier et les services publics et privés d'adéquation entre la demande et l'offre d'emploi. Ce rapport est, par sa nature, assez difficile parce qu'il combine inévitablement des fins différentes, idéalement la satisfaction totale des demandes d'emploi comme objectif de politique d'intérêt général et l'intégration professionnelle comme possibilité de profits dans le service d'intermédiation. Toutefois, ce rapport n'est pas seulement requis par l'esprit du corpus normatif des deux Pays (par exemple la soi-disant Loi Biagi du 2003 ou la soi-disant Loi Borloo du 2005), mais plus il sera étroit et coordonné, majeure sera l'efficacité du marché de travail.

Il est évident que, le rapport parmi des acteurs de nature différente et ayant des missions diverses, c'est l'aspect essentiel du Réseau. Ce dernier, en effet, en tant qu'espace commun parmi des sujets hétérogènes, peut donner lieu à orientations économiques, sociales et politiques de grand intérêt public. Il suffit de penser, pour ne donner qu'un seul exemple, à un parcours d'emploi partagé entre le secteur de la formation professionnelle et les organismes institutionnels engagés dans la lutte contre les discriminations entre les femmes et les hommes au travail. Si on considère un problème l'hégémonie de genre caractérisant certaines professions ou entiers secteurs et filières économiques - au niveau aussi bien des valeurs que de l'efficacité sur le plan de l'emploi - c'est ainsi que le rencontre au sein du Réseau parmi ces parties pourrait mener à des propositions importantes sur le plan des réformes politiques ou d'expérimentation de projets.

En essayant toujours d'énumérer d'autres impacts positifs, le Réseau Transfrontalier pourrait offrir des excellentes occasions de débat pour réfléchir sur les standards de performance requis aux services pour l'emploi. Quant à l'Italie, les indicateurs clé de performances (ICP) des Centres pour l'emploi, établis par le Décret Législatif 150 du 2015, exigent encore d'être perfectionnés pendant leur concrète mise en œuvre. En ce qui concerne la France, dont les indicateurs de performance établis sont au nombre de quatre, se caractérise par une tradition d'évaluation différente et plus expérimentée dans la pratique, laquelle pourrait offrir une source de réflexion aux collègues italiens.

Enfin, le Réseau Transfrontalier pourrait être une stratégie pour réduire une certaine "jalousie de la base de données" laquelle, surtout en Italie, obstacle un productif échange de données appartenant aux plusieurs organismes et institutions et concernant le secteur de l'emploi. En même temps, une base de données des demandes et des offres d'emploi unique et commune aux cinq territoires partenaires, constituerait un produit capable de réaliser entièrement l'esprit du projet M.A.R.E.

Ces orientations peuvent être utiles pour renforcer la durabilité du projet, dans le but d'orienter le partenariat vers la recherche de ressources adéquates - aussi bien financières qu'en termes de

heures/emploi – afin de ne pas disperser ce patrimoine d'occasions d'amélioration, de connaissances et de pratiques.

La réflexion pourrait évoluer en redéfinissant le Réseau Transfrontalier à moyen et long terme - à titre indicatif comme entité du secteur tertiaire – dotée de personnalité juridique.

En outre, le Réseau pourrait donner lieu à des collaborations et s'intégrer à différents niveaux aux réseaux déjà présents sur les territoires impliqués, réunissant des acteurs ou seulement publics ou publics et privés et ayant pour objet et mission l'efficacité du marché du travail. Des collaborations de cette typologie constitueraient non seulement une occasion pour multiplier les potentialités du Réseau, mais aussi pourraient se révéler des outils fondamentaux pour identifier les modalités de sa future durabilité temporelle et économique. Les formes, les modalités, les délais et les objectifs de ces collaborations seraient fixés par les processus de décision internes au Réseau Transfrontalier lui-même. Il est recommandé aux partenaires, s'il est possible déjà au cours de l'identification des acteurs de l'Etape 1, de préfigurer ces futures occasions, par exemple en identifiant parmi les personnes physiques qui seront les représentants au sein du Réseau des nœuds primaires, des acteurs déjà opérationnels sur le plan des collaborations avec des Réseaux similaires déjà en place et actifs.

Annexe 9 Accord de confidentialité et traitement des données personnelles

Déclaration de confidentialité

Voir annexe séparée

Document d'orientation sur la sécurité

Voir annexe séparée

Registre des actions de traitement des données personnelles

Voir annexe séparée

Registre des violations des données personnelles

Voir annexe séparée

PROTOCOLLO

PER LA COSTITUZIONE DELLA RETE TRANSFRONTALIERA DEI SERVIZI PER IL LAVORO

INDICE

1. Presentazione.....	3
1.1. Sintesi informativa progetto M.A.R.E.....	3
1.2. Elenco partner di progetto.....	3
1.3. Ente responsabile per la progettazione della Rete Transfrontaliera dei servizi per il lavoro	4
1.4. Finalità generale e obiettivi specifici della Rete Transfrontaliera dei servizi per il lavoro	4
1.5. Protocollo di rete.....	5
2. Linee guida per la costituzione della Rete Transfrontaliera	6
2.1. Fasi di costituzione della Rete.....	6
2.2. Strumento di censimento.....	6
2.3. Individuazione dei nodi primari.....	6
2.4. Coinvolgimento dei nodi primari.....	8
2.5. Costruzione dell'infrastruttura centrale di rete	8
2.6. Individuazione dei nodi di accrescimento. Censimento dei soggetti pubblici e privati.....	9
2.7. Coinvolgimento nodi di accrescimento.....	11
2.8. Costituzione della Rete Transfrontaliera	12
3. Modello di governance della Rete Transfrontaliera per i servizi per il lavoro	13
3.1. Caratteristiche principali	13
3.2. Fasi della Rete.....	13
3.3. Bilinguismo.....	14
3.4. Spazio web	14
3.5. Supervisione e animazione.....	14
3.6. Relazioni con l'esterno.....	15
3.7. Fase I: nodi della Rete primari e funzioni.....	15

3.8. Fase II: accrescimento numerosità dei nodi della Rete	16
3.9. Livelli di Rete	17
3.10. Modello decisionale	17
3.11. Infrastruttura centrale di Rete: presidente e segreteria organizzativa	17
3.12. Relazioni comunicative interne tra i partecipanti	18
3.13. Obiettivi della Rete	18
3.14. Piano operativo della attività Fase I	19
3.15. Obiettivi e attività: Fase II	20
ALL. 1 Scheda per il censimento degli attori della Rete Transfrontaliera	21
ALL. 2 Note compilazione scheda per il censimento degli attori della Rete Transfrontaliera	22
ALL. 3 Schede per il censimento degli attori della Rete Transfrontaliera- Corse Liguria Provence- Alpes- Côte d'Azur Sardegna Toscana	24
ALL. 4 Manifesto della Rete Transfrontaliera	25
ALL. 5 Testi per comunicazione di posta elettronica per contatto attori rete	26
Indicazioni	26
Testo	26
ALL. 6 Modelli lettera di adesione alla Rete Transfrontaliera	28
Lettera di adesione tipo nodo primario	28
Lettera di adesione tipo nodo di accrescimento	29
ALL. 7 Calendario delle attività	30
Attività calendarizzate	30
Cronogramma	31
All. 8. Suggestioni per le strategie di sviluppo della Rete	32
ALL. 9 Documentazione privacy e trattamento dei dati personali	35
Informativa privacy	35
Documento programmatico sulla sicurezza (D.P.S.)	35
Registro delle attività di trattamento dei dati personali	35
Registro delle violazioni dei dati personali	35

1. Presentazione

1.1. Sintesi informativa progetto M.A.R.E.

Titolo

Progetto Marché transfrontalier du travail et Réseau des services pour l'Emploi

Progetto n° 279

Asse prioritario 4

Aumento delle opportunità d'impiego, sostenibile e di qualità, e d'inserimento attraverso l'attività economica

Obiettivo specifico 8CTE1

Rafforzare il mercato del lavoro transfrontaliero nelle filiere transfrontaliere prioritarie legate alla crescita blu e verde

Durata

Data di inizio 01.03.2019 / Data fine 31.12.2021

1.2. Elenco partner di progetto

- Organismo Capofila: Regione Liguria (RE.LIG., ITALIA)
- Camera di Commercio Industria Artigianato e Agricoltura di Genova (CCIAA. GE, LIG, ITALIA)
- Agenzia Regionale per il Lavoro la Formazione e l'Accreditamento (ALFA, LIG, ITALIA)
- Provincia di Livorno (PRO.LI, TOS, ITALIA)
- Camera di Commercio Industria Artigianato Agricoltura della Maremma e del Tirreno (CCIAA MaTi- TOSC, ITALIA)
- Agenzia Sarda per le Politiche attive del Lavoro (ASPAL, SAR, ITALIA)
- Camera di Commercio Industria e Artigianato di Cagliari (CCIAA CA., SAR, ITALIA)
- Regione Autonoma della Sardegna, Assessorato al Lavoro
- Agence de Développement Economique de la Corse (ADEC, COR, FRANCE)
- Chambre de Commerce et d'Industrie d'Ajaccio et de la Corse du Sud (CCIACS, COR, FRANCE)
- Chambre de Commerce et d'Industrie de la Haute-Corse (CCIHC, COR, FRANCE)
- Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat de Corse (CRMA de CORSE, COR, FRANCE)
- Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur (POLE EMPLOI PACA, PACA, FRANCE)
- Regione Toscana (RT, ITALIA)

1.3. Ente responsabile per la progettazione della Rete Transfrontaliera dei servizi per il lavoro

ASPAL - Agenzia Sarda per le Politiche attive del Lavoro. Settore Progetti su base regionale e comunitaria.

Indirizzo Via Is Mirionis 159, Cagliari, 09122.

Sito Web: <http://www.regione.sardegna.it/agenziaregionaleperilavoro/>

Email: lav.agenzia.regionale@regione.sardegna.it

1.4. Finalità generale e obiettivi specifici della Rete Transfrontaliera dei servizi per il lavoro

La componente T2 del Progetto M.A.R.E. - Marché transfrontalier du travail et Réseau des services pour l'Emploi ha come obiettivo la costruzione di una rete tra soggetti pubblici e privati che operano nel mercato del lavoro.

La Rete Transfrontaliera dei servizi per il lavoro è uno dei principali output di progetto. È prefigurata per rappresentare uno dei mezzi principali di cooperazione e di comunicazione atti a favorire lo sviluppo di servizi congiunti per la facilitazione dell'incontro tra domanda e offerta di lavoro nello spazio di cooperazione.

La Rete ha come **finalità**:

- sviluppare attività di apprendimento reciproco e scambio di esperienze per migliorare la cooperazione tra i soggetti partecipanti
- creare un sistema di collaborazione sistematico e continuo tra i servizi per il lavoro su due livelli: tra i soggetti pubblici e privati che erogano politiche attive per il lavoro; tra questi e gli stakeholders nell'area territoriale del programma.

La Rete ha come **obiettivi**:

- contribuire alla costruzione e collaborare con un Forum permanente della mobilità transfrontaliera per il lavoro
- promuovere l'impiego della Rete presso gli attori pubblici e privati attivi nei servizi di incontro tra domanda e offerta di lavoro all'interno dell'area di cooperazione
- organizzare giornate di presentazione e animazione che coinvolgano gli operatori dei servizi per l'impiego di tutte le regioni comprese nell'area di cooperazione
- definire e attuare procedure di consulenza qualificata per le opportunità di mobilità transfrontaliere
- validazione di indagini e reportistica prodotti dalle componenti del progetto M.A.R.E.
- individuare esempi di buone prassi e promuoverne la replicazione nello spazio di cooperazione.

1.5. Protocollo di rete

Il protocollo di rete è il documento attraverso il quale i partner di progetto condividono il percorso e gli strumenti per la costituzione della Rete Transfrontaliera.

Ogni partner si impegna a collaborare in ogni fase della realizzazione della Rete Transfrontaliera e a porre in essere tutte le azioni necessarie per il suo buon funzionamento e la prosecuzione della sua attività oltre i termini di durata del progetto.

2. Linee guida per la costituzione della Rete Transfrontaliera

2.1. Fasi di costituzione della Rete

La Rete Transfrontaliera ha come obiettivo di lungo periodo quello di diventare un luogo di confronto e di proposta per tutti gli attori pubblici e privati che operano nell'incontro tra domanda e offerta di lavoro, nella implementazione delle politiche attive del lavoro e, più in generale, nel mercato del lavoro delle cinque regioni nell'ambito di progetto.

La Rete Transfrontaliera si costituisce in due distinte fasi: I e II.

La fase I ha inizio nella seconda metà del 2020 e termina nell'ottobre del 2021. La

fase II inizia nel novembre del 2021 e ha durata indefinita.

La fase I concerne la strutturazione di relazioni cooperative stabili tra circa 35 attori pubblici e privati. Tali attori sono invitati a partecipare alla rete in quanto svolgenti funzioni apicali nel sistema del mercato del lavoro.

Gli attori partecipanti alla Rete sin dalla fase I sono chiamati: nodi primari.

La fase II concerne l'allargamento progressivo della partecipazione alla Rete, con il coinvolgimento di una più ampia pluralità di soggetti pubblici e privati che condividono l'interesse del buon funzionamento del mercato del lavoro nel territorio di cooperazione.

Gli attori coinvolti nella fase II sono chiamati: nodi di accrescimento.

2.2. Strumento di censimento

Per raggiungere l'obiettivo della Rete, è da implementarsi un'attività di mappatura degli attori per ciascuno dei territori dell'area di programma, dove saranno istituiti i cinque nodi territoriali che andranno a costituire la Rete Transfrontaliera.

Lo strumento di mappatura è il foglio elettronico *Scheda per il censimento degli attori della Rete Transfrontaliera*.

Il foglio elettronico è diviso in quattro fogli di lavoro, uno per fase ed entrambi in IT e FR.

2.3. Individuazione dei nodi primari

L'individuazione dei nodi primari avviene a partire dalle funzioni che gli attori svolgono nel sistema dei servizi per il lavoro nell'ambito della regione di competenza.

I nodi primari della Rete, definiti a partire dalla funzione esercitata, sono:

- I. ente pubblico di ambito regionale con responsabilità di programmazione e implementazione delle politiche attive del lavoro
- II. ente pubblico di ambito regionale con responsabilità di gestione e di supervisione dei servizi per l'intermediazione tra domande e offerte di lavoro
- III. ente di diritto privato che associa e rappresenta gli interessi di categoria delle agenzie private di intermediazione lavoro
- IV. ente di diritto pubblico o privato che associa e rappresenta, nel determinato territorio, gli interessi del più ampio numero di imprese attive in qualsiasi settore economico
- V. ente pubblico di ambito regionale con responsabilità di programmazione, supervisione e accreditamento nella sfera della formazione professionale
- VI. rappresentante del Forum permanente transfrontaliero degli operatori dei servizi per l'impiego (Progetto MA.R.E., component T2, membri selezionati dalla Rete Transfrontaliera)
- VII. ente istituzionale di ambito regionale di vigilanza e promozione della parità tra i generi nel lavoro

L'individuazione degli enti svolgenti le funzioni spetta ai partner del progetto MA.R.E.

Il partenariato individua cinque soggetti, uno per ogni territorio, che ha in onere l'indicazione degli enti.

Gli enti individuati devono essere annotati nei fogli di Fase 1 della *Scheda per il censimento degli attori della Rete Transfrontaliera*, indicando tutte le informazioni disponibili.

Se nel sistema di pubblica amministrazione di una regione, un singolo ente svolge due o più delle funzioni relative ai nodi primari di Rete, tale ente avrà diritto a due o più rappresentanti.

L'individuazione per i soggetti I., II. e V. avviene determinando con certezza l'ente che corrisponde alla funzione.

L'individuazione per il soggetto III avviene valutando, attraverso indagine online o per pregresse conoscenze, un'associazione che: abbia sede nel territorio; sia effettivamente attiva nel territorio; preferibilmente abbia avuto rapporti formali di collaborazione con un partner di progetto negli ultimi 24 mesi; preferibilmente, se il dato è disponibile, comprenda il maggior numero di agenzie di intermediazione rispetto ai suoi competitori nel territorio.

L'individuazione per il soggetto IV identifica l'ente che comprende in sé le articolazioni territoriali di enti pluricategoriali che rappresentano gli interessi di imprese attive in più settori economici, senza che siano assenti enti rappresentativi delle imprese della nautica e cantieristica navale, delle fonti di energia rinnovabile, del turismo innovativo eco-sostenibile e delle biotecnologie blu e verdi.

L'individuazione per i soggetti al punto VI avviene : a) in questa fase, qualora i rappresentanti del Forum siano già stati nominati dai partner di progetto attraverso procedure informali; b) successivamente alla nomina, qualora i rappresentanti del Forum non siano già stati nominati. È preferibile che la persona fisica individuata alla voce VI abbia una discreta conoscenza della lingua estera benché questo aspetto non sia essenziale in quanto sarà comunque assicurata la traduzione da parte del partner responsabile di attività.

L'individuazione per la voce VII, in presenza di più figure istituzionali esercitanti la funzione, privilegiare per le tre regioni italiane la Consigliera o il Consigliere di Parità (ex d.lgs. 198/2006)

Individuati gli enti, i soggetti incaricati all'individuazione informano i partner del progetto MA.R.E. e inviano le schede compilate.

Il partner responsabile della creazione della Rete Transfrontaliera all'interno del progetto MA.R.E. raccoglie le schede, richiede eventuali integrazioni per funzioni prive di indicazione dell'ente, si confronta con i partner di progetto riguardo gli enti individuati.

2.4. Coinvolgimento dei nodi primari

Il coinvolgimento degli enti individuati avviene per via privilegiata con cooptazione attraverso canali para-informali. In particolare ciò avviene per i partner di progetto e per qualsiasi altro ente con il quale i partner di progetto abbiano rapporti consolidati e non mediati.

In tutti i casi, gli enti individuati vengono raggiunti da una comunicazione per mezzo di posta elettronica inviata dal partner responsabile della creazione della Rete, con in copia conoscenza i partner del progetto MA.R.E. (vedi allegato *Testi di comunicazione per posta elettronica, Modello 1*)

La comunicazione allega: *Manifesto della Rete Transfrontaliera* (vedi allegato), *Protocollo della Rete Transfrontaliera per i servizi del lavoro*, *Lettera di adesione tipo nodo primario* (vedi allegato), *Informativa privacy* (vedi allegato).

La comunicazione richiede un incontro in presenza o telefonico con il dirigente responsabile.

All'ente individuato è richiesta la nomina di un suo rappresentante nella Rete.

Si noti che è opportuno - e deve essere considerato nei processi di coinvolgimento dei nodi primari - che ogni nodo territoriale dell'infrastruttura centrale di rete abbia le competenze linguistiche necessarie per interfacciarsi proficuamente con gli altri nodi della rete. Si proceda quindi a segnalare agli enti individuati che, qualora sia possibile, i rappresentanti nella Rete dovrebbero preferibilmente avere conoscenza della lingua estera benché saranno previsti servizi di traduzione. Inoltre sarebbe opportuno che i rappresentanti nella Rete abbiano competenze specifiche sul funzionamento del mercato del lavoro del proprio territorio ed esperienza in progetti internazionali.

Qualora gli enti individuati rifiutino o comunque non ottemperino alla nomina: a) si individuino dove possibile altro ente con funzione simile; b) siano poste in essere dai partner del progetto MA.R.E. azioni di pressione personale e istituzionale; c) si nominino come rappresentante nella Rete esperti della funzione appartenente ad altra organizzazione non svolgente la funzione precipua del nodo primario in oggetto.

Individuati gli enti e i rappresentanti degli enti nella Rete, il partner di progetto responsabile della creazione della Rete invia una comunicazione collettiva di inizio lavori, allegando il *Calendario delle attività* (vedi) e le necessarie indicazioni operative.

2.5. Costruzione dell'infrastruttura centrale di rete

(presidente, segreteria organizzativa; spazio web; mailing list; calendarizzazione; facilitazione primo incontro; rapporto con il Forum permanente transfrontaliero degli operatori)

La Rete Transfrontaliera dei servizi per il lavoro dovrà:

- a) essere uno spazio proficuo di collaborazione tra una pluralità di soggetti pubblici e privati appartenenti a cinque regioni di due differenti nazioni;
- b) avere durata temporale indefinita e quindi essere dotato di un modello di *governance* certo, condiviso e in grado di assicurare un funzionamento stabile e continuo.

Allo scopo di tener conto e favorire la concretazione di queste due proprietà della rete, si rileva la necessità di prefigurare una strutturazione di un nucleo centrale che ne assicuri il funzionamento. Tale infrastruttura centrale è composta sia da elementi organizzativi sia da dispositivi comunicativi e tecnici.

L'infrastruttura centrale comprende:

- un Presidente, le cui modalità di nomina e funzioni specifiche sono esplicitate nel *Modello di governance della Rete Transfrontaliera* (vedi).
- una segreteria organizzativa, le cui modalità di nomina e funzioni specifiche sono esplicitate nel *Modello di governance della Rete Transfrontaliera* (vedi).
- uno spazio web dedicato, comprensivo di un forum di discussione, condiviso con il Forum degli operatori, e di uno spazio di repository documentale, accessibile a tutti i nodi primari della rete, nell'area riservata nel dominio <https://mare.alfaliguria.it>. Non appena sia possibile a tutti i nodi primari deve essere consegnato un vademecum per l'accesso e la gestione dell'area dedicata nel portale web.
- una mailing list dei nodi primari, predisposta dalla segreteria organizzativa
- un calendario delle attività della fase I, predisposto dal partner del progetto MA.R.E. responsabile della creazione della Rete

Non si ravvisa, durante la fase I, la necessità che la rete si doti di media comunicativi propri, quali indirizzi email, pec, utenze telefoniche e/o caselle postali.

Onde assicurare il buon funzionamento iniziale della Rete è previsto un primo incontro di orientamento organizzato dall'ente responsabile della creazione della Rete all'interno del progetto MA.R.E.; l'incontro sarà agevolato dalla presenza di un facilitatore esperto che produrrà un report di sintesi.

Tra i temi di tale incontro è previsto un orientamento riguardo i rapporti tra la Rete e il Forum degli operatori volto a chiarire le dinamiche di comunicazione e le forme di collaborazione tra le due strutture, in particolare, ma non solo, riguardo alle attività calendarizzate di partecipazione congiunta agli eventi fieristici.

2.6. Individuazione dei nodi di accrescimento. Censimento dei soggetti pubblici e privati

Per quanto concerne l'individuazione degli attori potenziali della Rete durante la fase 2, la Rete Transfrontaliera sarà dotata dai partner del progetto MA.R.E. delle cinque Schede per il censimento degli attori della Rete Transfrontaliera, una per territorio dello spazio di cooperazione, compilate nei fogli di Fase 2.

Per la fase 2 gli attori sono divisi in sei raggruppamenti. Per ognuna delle cinque regioni:

- Partner del progetto MA.R.E. con sede nel territorio.
- Enti e istituzioni pubbliche con responsabilità nei servizi per l'impiego, nell'incontro tra domanda e offerta e di lavoro, nell'implementazione delle politiche attive di lavoro. In particolare devono essere compresi: gli Assessorati regionali competenti per le Politiche per il Lavoro e per la Formazione professionale; gli enti regionali con responsabilità di rimozione delle discriminazioni di genere in ambito lavorativo; le Agenzie regionali e altri enti istituzionali con competenza nelle politiche attive del lavoro, nella programmazione e nella valutazione delle politiche per il lavoro, nell'organizzazione delle sedi territoriali dei Centri per l'Impiego e nella Formazione professionale; le sedi territoriali dei Centri per l'Impiego; le Camere di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura. Vanno eventualmente compresi sotto questa voce anche gli enti di diritto pubblico autorizzati dall'ANPAL a offrire servizi relativi alla domanda e all'offerta di lavoro ed effettivamente attivi nel settore, quali ad esempio: Università pubbliche e private; Comuni (singoli o associati); Comunità montane; Istituti di Scuola Secondaria di Secondo grado.
- Agenzie per il lavoro accreditate a livello regionale o a livello nazionale con sede nel territorio regionale. Vanno eventualmente compresi sotto questa voce anche gli enti di diritto privato autorizzati dall'ANPAL a offrire servizi relativi alla domanda e alla offerta di lavoro ed effettivamente attivi nel settore, quali ad esempio: Fondazioni Universitarie; associazioni e altri enti del terzo settore che abbiano per oggetto la tutela del lavoro, l'assistenza e la promozione delle attività imprenditoriali, la progettazione e l'erogazione di percorsi formativi e di alternanza; Ordine Nazionale dei Consulenti del Lavoro.
- Principali organizzazioni sindacali, confederazioni di associazioni di categoria, associazioni di categoria ed enti bilaterali.
- Agenzie formative accreditate dalla Regione a proporre e a realizzare interventi di formazione professionale.
- Altri soggetti pubblici e privati (es. enti erogatori di politiche passive; istituti pubblici e privati di ricerca sul tema del mercato del lavoro; enti di vigilanza sulla salute e la sicurezza nei luoghi di lavoro; enti contro le discriminazioni sui luoghi di lavoro).

Il censimento sarà così organizzato:

- individuazione da parte dei partner di progetto del soggetto incaricato alla mappatura degli attori pubblici e privati potenziali nodi della Rete;
- compilazione della Scheda per il censimento degli attori della Rete Transfrontaliera per i fogli di fase II. Sarà compilata una Scheda per il censimento degli attori della Rete Transfrontaliera per ogni regione compresa nell'area di progetto.

La scheda è costituita da fogli di lavoro con le seguenti colonne: n° riga; denominazione ente; funzione; sede (Comune); indirizzo; email; pec; telefono; rappresentante; info contatto; stato; spazio note (si vedano allegati *Note compilazione Scheda per il censimento degli attori della Rete Transfrontaliera* e *Scheda per il censimento degli attori della Rete Transfrontaliera*).

Il censimento risponde all'obiettivo di individuare tutti gli attori effettivamente attivi nel settore dei servizi offerti alla domanda e all'offerta di lavoro. Non deve perciò intendersi necessariamente esaustivo, ad esempio, di tutti i soggetti autorizzati all'intermediazione tra domanda e lavoro, qualora tali attori, pur se accreditati, non svolgano oggettivamente alcuna azione a riguardo (come può verificarsi per enti di diritto pubblico, ad esempio comuni, istituti di istruzione secondaria o comunità montane, che dispongono di percorsi facilitati di autorizzazione da parte dell'ANPAL per

l'intermediazione tra domanda e offerta ma poi non agiscano effettivamente nel settore). Il censimento deve, in altri termini, essere ragionato ed evitare di includere attori potenziali inattivi e voci pleonastiche.

La Rete si occuperà in sede successiva delle azioni di marketing territoriale atte a individuare le imprese da coinvolgere e fidelizzare, con particolare attenzione alle filiere blu e verdi. Tali imprese non vanno perciò ricomprese nel censimento.

2.7. Coinvolgimento nodi di accrescimento

Sulla base di propri processi decisionali, la Rete Transfrontaliera procederà durante la Fase 2 al contatto degli attori individuati e censiti e all'eventuale individuazione di altri attori potenziali.

La scelta di contattare determinate categorie di attori potenziali e non altre spetterà alla Rete, così come la tempistica. Tale scelta dovrà tuttavia essere univoca per i cinque territori (vedi *Modello di governance della Rete Transfrontaliera*).

Ogni nodo territoriale potrà prevedere di pubblicare, attraverso i propri canali comunicativi verso l'esterno e/o altri creati ad hoc, un avviso pubblico di manifestazione d'interesse rivolto alle categorie di attori individuati per l'accrescimento della Rete nella Fase II. Tale iniziativa sarebbe utile per raggiungere attori potenziali non contemplati nel censimento. Parallelamente, si eviterebbe di aprire il proprio confine solo attraverso inviti rivolti verso l'esterno, mantenendo un'osmosi con l'ambiente esterno di riferimento, cioè la platea allargata degli stakeholder del mercato del lavoro. In ultimo, dalla volontarietà della partecipazione alla Rete potrebbe derivare la conseguenza virtuosa di una collaborazione più attiva.

Ogni singolo nodo territoriale di rete deve dotarsi di proprie informazioni di contatto (numero telefonico e email). La Rete, come soggetto unico, deve dotarsi di una propria email e di un indirizzo di posta elettronica certificata. Le email e le utenze telefoniche sono gestite dalla segreteria organizzativa della Rete.

Si procederà a contattare i soggetti pubblici e privati elencati, annotando sulla scheda i risultati della presa di contatto e le varie informazioni necessarie a gestire la comunicazione con gli attori potenziali della rete (vedi *Note compilazione Scheda per il censimento degli attori della Rete Transfrontaliera*).

È consigliabile che le prese di contatto siano implementate dalla segreteria organizzativa e che tutto il processo di coinvolgimento degli attori potenziali sia gestito da un singolo nodo primario del nodo territoriale di Rete. Questo per evitare che l'intervento di soggetti diversi sul medesimo attore potenziale produca fenomeni di ridondanza e/o rumore nelle comunicazioni e, quindi, per prevenire mancate partecipazioni alla Rete o abbandono nelle fasi iniziali da parte degli attori coinvolti.

La prima presa di contatto avviene tramite comunicazione di posta elettronica con testo predefinito (si veda *Testi di comunicazione per posta elettronica, Modello 2*). La comunicazione ha in allegato i file: *Manifesto della Rete Transfrontaliera, Protocollo della Rete Transfrontaliera per i servizi del lavoro, Lettera di adesione tipo nodo di accrescimento, Informativa privacy*.

La lettera di adesione impegna il soggetto firmatario alla partecipazione attiva e collaborativa alla Rete. La Rete può predisporre delle variazioni nei testi e nelle strutture delle Lettere di adesione a seconda della tipologia del destinatario e, conseguentemente, del suo ruolo potenziale nella Rete Transfrontaliera.

Per ogni attore potenziale individuato saranno effettuati almeno altri due tentativi di coinvolgimento, un secondo per mezzo di comunicazione di posta elettronica e un terzo per via telefonica.

La segreteria organizzativa gestisce eventuali richieste di chiarimenti e delucidazioni.

A ogni attore potenziale sarà richiesto di individuare una singola persona che interagirà nella Rete Transfrontaliera.

2.8. Costituzione della Rete Transfrontaliera

Dopo aver:

- elaborato e condiviso con i partner di progetto il modello di *governance* e il protocollo d'intesa
- pubblicato online il portale web con l'area dedicata alla Rete
- individuato, contattato e nominato i rappresentanti per i nodi primari della Rete
- compilato la Scheda per il censimento degli attori della Rete
- eletto il presidente
- nominato cinque membri della segreteria organizzativa della Rete
- organizzato il primo incontro di orientamento
- stilato e condiviso il calendario delle prime attività di della Rete
- ascoltato in itinere le indicazioni dei partner di progetto riguardo ogni aspetto della costituenda Rete

la Rete Transfrontaliera dei servizi per il lavoro è da considerarsi costituita.

3. Modello di governance della Rete Transfrontaliera per i servizi per il lavoro

3.1. Caratteristiche principali

La Rete Transfrontaliera dei servizi per il lavoro rappresenta uno degli strumenti del progetto MA.R.E volti a creare un sistema di relazioni cooperative continue tra i servizi pubblici per il lavoro e gli altri attori del mercato del lavoro.

La Rete Transfrontaliera opera per superare la semantica della frontiera come barriera, ridefinendola sul piano della prassi come moltiplicatore di possibilità economiche. I partecipanti entrano in rete per favorire la mobilità del lavoro nello spazio di cooperazione, agendo anche attraverso l'individuazione di processi di superamento delle diversità amministrative, giuslavoristiche e tributarie che possono ostacolarla.

La Rete agisce nello spazio di cooperazione del progetto. Comprende soggetti pubblici e privati con sede nelle regioni Corse (FR), Liguria (IT), Provence-Alpes-Côte d'Azur (FR), Sardegna (IT) e Toscana (IT).

I partecipanti sono gli enti pubblici e gli attori privati che, nella diversità delle funzioni e degli obiettivi specifici, condividono la finalità generale del buon funzionamento del mercato del lavoro nello spazio territoriale di attività.

Le modalità di partecipazione e di comunicazione, così come gli obiettivi specifici iniziali e il calendario di attività sino ad aprile 2022, sono indicati dai partner del progetto MA.R.E. Successivamente, la Rete Transfrontaliera prosegue la sua azione, autodefinendo le proprie attività nell'orizzonte degli obiettivi generali del progetto MA.R.E e in base al proprio Protocollo di Rete.

3.2. Fasi della Rete

La Rete Transfrontaliera si costituisce in due distinte fasi: I e II.

La fase I concerne la strutturazione di relazioni cooperative stabili tra circa 35 attori pubblici e privati. Tali attori sono invitati a partecipare alla rete in quanto svolgenti funzioni apicali nel sistema del mercato del lavoro, quali la supervisione e la gestione di servizi fondamentali per il suo funzionamento, la progettazione e l'implementazione di politiche attive o la rappresentanza di interessi pluricategoriali.

La fase I adempie le attività e gli output relativi alla costruzione della Rete Transfrontaliera previsti nella componente T2 del progetto MA.R.E.

La fase I ha inizio nella seconda metà del 2020 e termina indicativamente alla fine dell'anno 2021. Gli attori partecipanti alla Rete sin dalla fase I sono chiamati: nodi primari.

La fase II concerne l'allargamento progressivo della partecipazione alla Rete, con il coinvolgimento di una più ampia pluralità di soggetti pubblici e privati che condividono l'interesse del buon funzionamento del mercato del lavoro nel territorio di cooperazione.

La fase II inizia nel 2022 e ha durata indefinita.

Gli attori coinvolti nella fase II sono chiamati: nodi di accrescimento.

La fase II contribuisce a consolidare la sostenibilità temporale delle attività poste in essere durante il progetto MA.R.E. inteso nella sua interezza.

Durante la fase II la Rete Transfrontaliera, da eterodiretta in base alle indicazioni del partenariato del progetto MA.R.E., diventa autopoietica e gode di piena autonomia decisionale e operativa.

3.3. Bilinguismo

La Rete Transfrontaliera ha due lingue ufficiali: francese e italiano. Ogni documento prodotto deve essere reso disponibile in francese e in italiano.

I nodi primari e, in particolare, la segreteria organizzativa (vedi sotto) sono responsabili della messa a disposizione dei documenti nelle due principali lingue ufficiali dell'area di cooperazione.

3.4. Spazio web

La Rete ha a disposizione un forum di discussione, condiviso con il Forum degli operatori, e uno spazio di repository documentale, accessibile a tutti i nodi primari della rete, nell'area riservata nel dominio <https://mare.alfaliguria.it>.

Le modalità di accesso e utilizzo sono comunicate alla Rete dal partner del progetto MA.R.E. responsabile della componente T2, dopo adeguato confronto con il partner responsabile del prodotto 5.3.1 della componente T5.

3.5. Supervisione e animazione

Per la sola fase I, l'unico ente con responsabilità di controllo attivo sul funzionamento della Rete è il partner responsabile della creazione della Rete transfrontaliera nell'ambito del progetto MA.R.E. Ogni partner di progetto può tuttavia svolgere funzioni di controllo sul funzionamento della Rete e richiedere all'ente responsabile ogni chiarimento.

Il partner responsabile della creazione della Rete transfrontaliera nell'ambito del progetto MA.R.E. ha in onere l'animazione della Rete stessa durante la Fase I.

L'animazione può prevedere anche strumenti di facilitazione esperta degli incontri tra i partecipanti della Rete, con analisi dei risultati e redazione di un report di sintesi dei singoli incontri.

Tre sono gli indicatori utilizzabili per la valutazione del buon funzionamento della Rete durante la fase I.

1. Indicatore di partecipazione iniziale: ottobre 2020. Numero partecipanti (persone fisiche) = 35. Ogni valore inferiore è negativo.

2. Indicatore di partecipazione alla comunicazione: marzo 2021. 35 partecipanti (persone fisiche) hanno espresso in forma scritta opinioni e valutazioni sulla rete almeno in un'occasione. Ogni valore inferiore è negativo.

3. Indicatore di attività: novembre 2021. Tutte le attività previste nel piano operativo di rete per la Fase I sono state svolte o sono in procinto di essere svolte. Se una sola delle attività previste non è stata svolta, la valutazione in base all'indicatore è negativa.

Per tutta la durata del progetto MA.R.E. l'attività della Rete Transfrontaliera è monitorata dai partner del progetto MA.R.E. e in particolare dall'enteresponsabile della creazione e dell'animazione della Rete.

A partire dalla Fase II, la Rete non rendiconta all'esterno del suo operato se non in base a eventuali e futuri accordi con altri soggetti, e pone in essere procedure di monitoraggio della sua propria attività in base a modalità da concordare fra i nodi primari entro e non oltre il primo trimestre del 2022.

3.6. Relazioni con l'esterno

Durante la Fase I, la Rete Transfrontaliera ha un rapporto con l'ambiente esterno limitato a un numero prestabilito di canali e azioni comunicative e non si dota di canali comunicativi di proprietà (utenze telefoniche, email, ecc.):

- comunica con i partner del progetto MA.R.E., e in particolare con il partner di progetto responsabile della sua creazione, in merito alle proprie attività e alle altre attività di progetto;
- comunica con il Forum permanente transfrontaliero degli operatori, in modo da coordinare le attività comuni, con particolare riferimento alla partecipazione congiunta a eventi fieristici;
- comunica - in occasione di presentazioni pubbliche, durante la partecipazione a eventi fieristici e con qualsiasi altro canale, anche in maniera occasionale e non organizzata e per volontà di un solo nodo primario - con la platea degli stakeholders del mercato del lavoro in riferimento alle attività della Rete;
- comunica - eventualmente e anche informalmente, altresì per volontà di un singolo nodo - rendicontando delle comunicazioni tutti i nodi primari della rete - con i decisori politici del territorio di riferimento in materia di politiche attive del lavoro e formazione professionale, informandoli delle attività in atto in seno alla Rete;
- comunica con la struttura di gestione dello spazio web dedicato in merito a esigenze o problemi riscontrati.

3.7. Fase I: nodi della Rete primari e funzioni

La rete è suddivisa in cinque nodi territoriali i cui confini sono definiti su base politico-amministrativa: Corse (FR), Liguria (IT), Provence-Alpes-Côte d'Azur (FR), Sardegna (IT) e Toscana (IT).

Nella fase I, ogni nodo territoriale raccoglie, pur nella diversità degli attori specifici a causa dei diversi sistemi di pubblica amministrazione, le medesime funzioni.

Nella fase I tali funzioni sono:

- ente pubblico di ambito regionale con responsabilità di programmazione e implementazione delle politiche attive del lavoro;

- ente pubblico di ambito regionale con responsabilità di gestione e di supervisione dei servizi per l'intermediazione tra domande e offerte di lavoro
- ente di diritto privato che associa e rappresenta gli interessi di categoria delle agenzie private di intermediazione lavoro"
- ente di diritto pubblico o privato che associa e rappresenta, nel determinato territorio, gli interessi del più ampio numero di imprese attive in qualsiasi settore economico
- ente pubblico di ambito regionale con responsabilità di programmazione, supervisione e accreditamento nella sfera della formazione professionale
- rappresentante del Forum permanente transfrontaliero degli operatori dei servizi per l'impiego (Progetto MA.R.E., component T2, membri selezionati dalla Rete Transfrontaliera)
- ente istituzionale di ambito regionale di vigilanza e promozione della parità tra i generi nel lavoro

La selezione degli enti di riferimento spetta ai partner del progetto MA.R.E.. Tale selezione è sollecitata e organizzata dal partner responsabile dell'attività di creazione della Rete.

Le modalità della presa di contatto con gli enti è ottemperata in base alle *Linee guida per la costruzione della Rete Transfrontaliera*.

Gli enti selezionati procedono liberamente alla nomina della persona fisica partecipante alla Rete, tenuto conto delle competenze in possesso, dell'esperienza in progetti su scala sovranazionale ed delle competenze linguistiche nell'altra lingua ufficiale della Rete.

Gli attori per nodo territoriale devono essere inderogabilmente sette, uno per funzione. Qualora in un territorio sussistano enti che comprendono due o più funzioni di quelle sopra elencate, tali enti hanno diritto a nominare due o più persone come partecipanti alla Rete. A ognuna è attribuita specifica etichetta di funzione.

3.8. Fase II: accrescimento numerosità dei nodi della Rete

Durante la fase II la Rete può accrescersi attraverso l'adesione di nuovi nodi, detti di accrescimento.

L'individuazione di ulteriori soggetti pubblici e privati avviene con autonomia decisionale della Rete, sulla base della Scheda per il censimento degli attori pubblici e privati, fogli di Fase II.

Ogni nodo territoriale è responsabile dell'individuazione e della presa di contatto con i nodi potenziali presenti nel territorio di sua competenza.

Ogni attore pubblico e privato aderisce alla Rete firmando una *Lettera di adesione*, la quale impegna il soggetto firmatario a una partecipazione attiva e collaborativa, declinata in base al proprio ruolo nel mercato del lavoro.

L'adesione di ulteriori attori deve avvenire in maniera simile presso tutti i nodi territoriali per tipologia di attore, per tempistica, per modalità di adesione e per numerosità degli attori (es. dicembre 2021: presa di contatto e adesione alla Rete di max. n° 30 agenzie di lavoro private sulla base del medesimo modello di Lettera di adesione).

Durante la Fase II la numerosità attori per ogni nodo territoriale deve rispettare i seguenti criteri: mai più del 60% degli attori deve avere sede in Italia; mai più del 50% degli attori deve avere sede in Francia; mai più del 25% e mai meno del 15% degli attori deve avere sede in una delle cinque regioni.

Se tali criteri non sono rispettati, la Rete non elimina alcuno dei suoi nodi ma si impegna a far aderire nuovi soggetti sino a quando i criteri di numerosità degli attori non siano rispettati.

Ogni nodo di accrescimento aderente nella Fase II ha di norma diritto a un solo rappresentante nella Rete.

Ogni eventuale richiesta di adesione proveniente dall'esterno della Rete dovrà essere vagliata dal nodo territoriale competente e, sentiti gli altri nodi territoriali, dovrà ricevere risposta in non oltre 5 gg. lavorativi.

3.9. Livelli di Rete

Il modello di *governance* della Rete si basa su una sua suddivisione in tre livelli, con ruolo e attori distinti:

- | | |
|---|---|
| A. Ruolo di programmazione e decisionale. | Attori: nodi primari. |
| B. Ruolo di segreteria e gestionale. | Attori: segreteria organizzativa. |
| C. Ruolo di partecipazione attiva. | Attori: nodi di accrescimento (sola Fase II). |

3.10. Modello decisionale

La Rete Transfrontaliera riunisce una pluralità di soggetti pubblici e privati e interagisce con tutti gli attori del mercato del lavoro. In quanto struttura in sé complessa, essa adotta un modello decisionale agile, utile a elaborare strategie e a implementare azioni senza ridurre la propria complessità e all'interno di percorsi condivisi con tutti i partecipanti e a essi adeguatamente rendicontati.

Sia nella fase I sia nella fase II, le decisioni della Rete possono essere prese in due modi: a) all'unanimità da tutti i nodi primari; b) per votazione a maggioranza semplice, con ogni nodo territoriale avente numero voti 1; il voto per ogni nodo territoriale è stabilito dai nodi primari del territorio con criterio di maggioranza semplice.

La carica di presidente della Rete (vedi Linea guida) non comporta un peso diverso del voto assegnato se non in caso di parità nei risultati di una votazione a due o più alternative di voto. In tal caso il voto del presidente della Rete vale due voti.

I nodi primari, all'unanimità, possono ammettere tra i nodi primari un altro attore pubblico e privato, a patto che tale attore sia individuato per tutti e cinque i territori dello spazio di cooperazione.

Un nodo di accrescimento può essere escluso dalla Rete per decisione dei nodi primari in base alla consueta procedura decisionale. La decisione di esclusione non è appellabile.

3.11. Infrastruttura centrale di Rete: presidente e segreteria organizzativa

La Rete ha un'infrastruttura centrale composta da presidente e segreteria organizzativa. Entrambe le cariche sono prive di autonomia decisionale.

Il presidente

- supervisiona il buon andamento delle attività della Rete;

- convoca un incontro online o in presenza (anche a margine di eventi cui la Rete partecipa) su base almeno semestrale;
- presiede e gestisce la discussione in sede di incontri online o in presenza.

La carica di presidente per gli anni 2020 e 2021 è assegnata a rappresentante nella Rete del partner di progetto responsabile della creazione e dell'animazione della Rete.

A partire dal 2022, con votazione entro e non oltre il primo trimestre dell'anno, il presidente è eletto a maggioranza semplice dai rappresentanti dei nodi primari.

La segreteria organizzativa:

- comunica con l'esterno della Rete in base alle indicazioni dei nodi primari di Rete;
- cura la presa di contatto con altri soggetti pubblici e privati individuati dalla Rete come nodi potenziali;
- informa tutti i nodi della Rete sulle attività svolte;
- mette a disposizione i documenti, tradotti in entrambe le lingue;
- elabora su base trimestrale rapporti sintetici sulle attività svolte dalla Rete;
- collabora all'organizzazione degli eventi della Rete svolgendo funzioni di segreteria;
- supervisiona e facilita le comunicazioni tra la Rete e il Forum.

La segreteria organizzativa è composta da cinque membri, uno per ogni nodo territoriale. Ogni nodo territoriale nomina il membro di propria competenza.

In assenza di condizioni ostative, il membro di ogni nodo territoriale della segreteria organizzativa è rappresentante di un partner del progetto M.A.R.E.

3.12. Relazioni comunicative interne tra i partecipanti

Le relazioni tra i livelli della Rete e tra tutti i nodi devono essere ispirati dalla volontà di una proficua cooperazione e dal massimo rispetto reciproco.

L'infrastruttura centrale di Rete supervisiona e gestisce le comunicazioni tra tutti i soggetti partecipanti, compresa la messa a disposizione dei documenti in due lingue.

Le informazioni vanno condivise tra tutti gli attori della Rete

Gli incontri tra i nodi primari, da remoto o in presenza, sono indetti e gestiti dall'infrastruttura centrale di Rete e avvengono su base almeno semestrale.

3.13. Obiettivi della Rete

L'obiettivo generale della Rete Transfrontaliera è favorire la mobilità occupazionale transfrontaliera nell'ambito dello spazio di cooperazione.

Gli obiettivi specifici della fase I sono:

- sviluppare strategie di scambio comunicativo, collaborazione e apprendimento reciproco tra gli attori partecipanti;
- individuare le criticità organizzative, normative e tributarie che ostacolano la mobilità transfrontaliera tra i mercati del lavoro regionali nell'ambito di cooperazione;
- promuovere la conoscenza dell'esistenza e dell'attività della Rete presso gli stakeholders pubblici e privati dei mercati del lavoro nell'ambito di cooperazione;
- svolgere attività di consulenza, validazione e supporto alle altre attività e prodotti del progetto M.A.R.E.

3.14. Piano operativo della attività Fase I

Si osserva che le attività previste originariamente in presenza possono essere rimodulate in modalità da remoto a seguito delle conseguenze normative dovute alla diffusione nello spazio di cooperazione del virus SARS CoV-2.

Tale rimodulazione è attuabile in base alla Richiesta di modifica del progetto approvato - Programma IT-FR MARITTIMO 2014-2020 - Maggio 2020 v.6- All. 7 Piano di riconversione di progetto approvato - COVID-oriented. La modifica prevede che le attività T2.2 "Animazione della RETE e promozione della partecipazione dei servizi locali per l'impiego alla rete transfrontaliera" possano non essere condotte con le modalità previste in origine.

Gli incontri della Rete, siano essi in presenza o da remoto, si svolgono almeno su base semestrale. Gli incontri sono indetti e gestiti dall'infrastruttura centrale di Rete.

Elenco attività

- Organizzazione di occasioni di scambio di opinioni, valutazioni ed esperienze tra gli attori della Rete. Tali scambi possono avvenire da remoto o in presenza, durante incontri ad hoc tra i partecipanti alle Rete; in occasione di giornate di presentazione e animazione della Rete; in concomitanza con gli incontri di scambio in presenza del Forum degli operatori; nel corso della partecipazione della Rete eventi fieristici sul tema del lavoro e dell'incontro tra domanda e offerta di lavoro.
- Confronto sulla tematica dell'integrazione dei mercati del lavoro nell'ambito di cooperazione. Tali confronti possono avvenire in presenza o da remoto attraverso l'utilizzo dello spazio previsto nella area riservata nel dominio <https://mare.alfaliguria.it> o tramite scambio di email e/o telefonate.
- Sviluppo delle strategie di promozione della conoscenza dell'esistenza della Rete presso gli altri stakeholders del mercato del lavoro, attraverso strategie comunicative ad hoc, l'organizzazione di presentazioni pubbliche e/o la partecipazione a manifestazioni fieristiche.
- Selezione e nomina dei membri del Forum permanente transfrontaliero degli operatori.
- Elaborazione di un Piano di azione nello spazio di cooperazione, stilato in base agli obiettivi della Rete, condiviso dalle ADG regionali dell'area di cooperazione per favorire l'integrazione degli esiti del progetto M.A.R.E. nella strategia delle prossime programmazioni regionali, con attività volte alla promozione della discussione dello stesso Piano a livello regionale e anche nazionale presso i decisori politici e con strategie di coinvolgimento di tutti i portatori di interesse.
- Presa visione e validazione dell'indagine online attuata nell'ambito della component T1.
- Presa visione e validazione dei report territoriali elaborati nell'ambito della component T3.

- Presa visione e validazione della proposta di *Servizio congiunto di IVC nel progetto MA.R.E. e linee guida per l'attuazione* elaborato nell'ambito della componente T5.
- Elaborazione di strategie di individuazione e coinvolgimento di altri attori pubblici e privati nella Rete (Fase II).

3.15. Obiettivi e attività: Fase II

Nella Fase II la Rete mira all'accrescimento della numerosità dei suoi partecipanti, nel tentativo di diventare un luogo di confronto e progettazione comune a tutti i portatori di interesse pubblici e privati attivi nel mercato del lavoro dello spazio di cooperazione.

A partire dalla Fase II, la Rete Transfrontaliera diventa autopoietica e autodefinisce i propri obiettivi specifici e le proprie attività. Tali obiettivi e attività devono altresì rimanere correlati a quelli definiti dal progetto MA.R.E e dal Protocollo di Rete.

La Rete perciò continua a operare nell'ottica di un piano di attività orientato al miglioramento dei servizi per il lavoro nello spazio di cooperazione, elaborando strategie di sviluppo e ottimizzazione della *governance* del mercato del lavoro e dei servizi per l'impiego.

La Rete, tra le altre attività, durante la Fase II può ad esempio agire:

- individuando le buone prassi nei servizi di intermediazione tra domanda e offerta di lavoro e promuovendone la diffusione;
- progettando e promuovendo la creazione di un database delle offerte e delle domande di lavoro comune a tutto lo spazio di cooperazione;
- sostenendo lo sviluppo delle filiere blu e verdi, in particolare fornendo supporto nel reperimento di figure professionali esperte;
- adottando strategie di marketing territoriale, volte anche alla fidelizzazione di imprese e gruppi di imprese relativamente alle iniziative poste in essere;
- incoraggiando il rafforzamento delle relazioni tra mondo economico e produttivo e servizi pubblici e privati di intermediazione tra domanda e offerta di lavoro;
- indirizzando i lavoratori verso occasioni di mobilità transfrontaliera grazie a servizi congiunti di facilitazione dell'incontro domanda e offerta tra soggetti in territori diversi;
- promuovendo procedure, accordi e linee guida volte a favorire la mobilità transfrontaliera;
- definendo e implementando servizi congiunti di consulenza qualificata rivolti alla mobilità transfrontaliera.

ALL. 1 Scheda per il censimento degli attori della Rete Transfrontaliera

(facsimile; il foglio elettronico compilabile è in allegato a parte)

Fase 1

DENOMINAZIONE ENTE	FUNZIONE	SEDE	INDIRIZZO	EMAIL	PEC	TEL	RAPPRESENTANTE	INFO CONTATTO	STATO	NOTE
Assessorato al Lavoro...	ente regionale programmazione e organizzazione politiche attive lavoro									
Agenzia... o Assessorato a...	ente pubblico di gestione e di supervisione dei servizi per l'impiego									
Asolavoro?; Federlavoro?	associazione di categoria agenzie private di intermediazione lavoro									
Unione italiana delle Camere di commercio, industria, artigianato e agricoltura	ente di rappresentanza degli interessi delle imprese									
Agenzia...o Assessorato a...	ente regionale programmazione e supervisione formazione professionale									
Consigliere di Parità Regione	ente istituzionale per la parità tra i generi nel lavoro									
Forum permanente transfrontaliero degli operatori (M.A.R.E)	rappresentante Forum degli operatori									

Fase 2

DENOMINAZIONE	FUNZIONE	SEDE	INDIRIZZO	EMAIL	PEC	TELEFONO	RAPPRESENTANTE	INFO CONTATTO	STATO	NOTE
PARTNER PROGETTO M.A.R.E										
ENTI E ISTITUZIONI PUBBLICHE										
AGENZIE PER IL LAVORO										
AGENZIE DI FORMAZIONE PROFESSIONALE										
ORGANIZZAZIONI DI CATEGORIA E SINDACALI										
ALTRI SOGGETTI PUBBLICI E PRIVATI (es. stakeholders mercato del lavoro; enti erogatori politiche passive; istituti pubblici e privati di ricerca sul mercato del lavoro; enti vigilanza salute e sicurezza luoghi di lavoro)										

ALL. 2 Note compilazione scheda per il censimento degli attori della Rete Transfrontaliera

La Scheda per il censimento degli attori della Rete Transfrontaliera è lo strumento di censimento e di gestione della presa di contatto dei soggetti pubblici e privati individuati come attori potenziali della Rete Transfrontaliera dei servizi per il lavoro all'interno del Progetto MA.R.E. - Marché transfrontalier du travail et Réseau des services.

La scheda suddivide gli attori potenziali della rete in due gruppi, adeguando lo strumento a una Rete con adesioni in due fasi temporalmente distinte.

La Fase 1 è la costruzione della Rete Transfrontaliera in quanto obiettivo specifico del progetto MA.R.E., componente T2, responsabile ASPAL.

La Fase 2 è la traiettoria di accrescimento della Rete, indipendente dal progetto MA.R.E. ma parte integrante della sua sostenibilità temporale. Il responsabile della sua eventuale attuazione sarà la Rete Transfrontaliera stessa.

La scheda è un foglio elettronico (tipo file *.xlsx).

I fogli di lavoro sono 4: Fase 1 IT; Phase 1 FR; Fase 2 IT; Phase 2 FR.

Per quanto concerne l'individuazione degli attori della fase 1, si seguano le indicazioni al punto 2.3 del documento *Linee guida per la costituzione della Rete Transfrontaliera*.

Per quanto concerne l'individuazione degli attori della fase 2, si seguano le indicazioni al punto 2.6 del documento *Linee guida per la costituzione della Rete Transfrontaliera*.

Gli attori già presenti nei fogli della fase 1 vanno per comodità ricopiati nel foglio della fase 2. Le

righe dei fogli sono gli attori attuali e potenziali della Rete.

Le colonne del foglio, da destra a sinistra, sono da compilarsi nella maniera seguente:

DENOMINAZIONE: denominazione ufficiale del soggetto pubblico e privato

FUNZIONE: principale o principali funzioni del soggetto nell'ambito delle politiche per il lavoro e dell'incontro tra domanda e offerta di lavoro (es. intermediazione d/o; formazione professionale; tutela interessi di categoria; pari opportunità; etc.). Per i soggetti plurifunzionali inserire solo la funzione principale o la voce sintetica *supervisione* nel caso degli enti pubblici al vertice del sistema dei servizi e delle politiche per il lavoro.

SEDE: comune della sede legale

INDIRIZZO: indirizzo della sede legale

EMAIL: indirizzo di posta elettronica di contatto

PEC: indirizzo di posta elettronica certificata

TELEFONO: qualora siano presenti più numeri telefonici di contatto, inserirli tutti

RAPPRESENTANTE: inserire il nominativo della persona individuata come rappresentante del soggetto pubblico o privato all'interno della Rete Transfrontaliera; nel caso dei soggetti autorizzati ad avere più di un rappresentante inserire tutti i nominativi

INFO CONTATTO: inserire le informazioni di contatto (email e numero telefonico) del rappresentante, solo nel caso esse differiscano dalle informazioni relative al soggetto pubblico e privato alle colonne email e telefono.

STATO: compilare come da legenda seguente (per la fase 1 la colonna non è da compilare e la presa di contatto è gestita in base alle indicazioni del punto 2.4 del documento *Linee guida per la costituzione della Rete Transfrontaliera*).

1) da effettuare primo tentativo di contatto;

2) da effettuare secondo tentativo di contatto;

3) da effettuare terzo tentativo di contatto;

ok) lettera di adesione ricevuta e firmata; no)

rifiuto all'adesione alla Rete

?) soggetto irreperibile per cessazione di attività o altra ragione

+) richiesta maggiori informazioni, vedi note

!) casi speciali, vedi note

NOTE: da compilare in occorrenza di richieste di maggiori delucidazioni da parte dell'attore potenziale o in tutti gli altri casi non ricompresi nella precedente legenda

ALL. 3 Schede per il censimento degli attori della Rete Transfrontaliera- Corse Liguria Provence-Alpes-Côte d'Azur Sardegna Toscana

In allegato separato fogli elettronici compilati (5, 1 per ogni regione)

ALL. 4 Manifesto della Rete Transfrontaliera



LA RETE TRANSFRONTALIERA DEI SERVIZI PER IL LAVORO

RIUNISCE

GLI ATTORI PUBBLICI E PRIVATI DEI SERVIZI PER IL LAVORO DI
CORSICA, LIGURIA, PROVENZA-ALPI-COSTA AZZURRA,
TOSCANA E SARDEGNA

VUOLE

FAVORIRE LA MOBILITÀ TRANSFRONTALIERA
AUMENTARE L'EFFICIENZA DEL MERCATO DEL LAVORO

NECESSITA

DEL CONTRIBUTO DI TUTTI I PORTATORI DI INTERESSE

METTETEVI IN RETE!

METTETEVI IN GIOCO!

ADERITE !



Camera di Commercio Industria Artigianato e Agricoltura di Genova
Camera di Commercio Industria e Artigianato di Cagliari
Camera di Commercio Industria Artigianato Agricoltura della Maremma e del Tirreno

Per INFORMAZIONI scrivere alla casella
xxxxxxx@aspalsardegna.it

ALL. 5 Testi per comunicazione di posta elettronica per contatto attori rete

Indicazioni

Se tra gli enti individuati e un qualsiasi partner del progetto MA.R.E. vi siano consolidati rapporti di collaborazione e conoscenza, anche personale, sarà opportuno che l'attore potenziale sia contattato dal soggetto conosciuto e che questi utilizzi il registro più adeguato al rapporto pregresso. Si abbia comunque cura di informare su caratteristiche, obiettivi e attività previste della Rete Transfrontaliera.

Non si tralasci, inoltre, di domandare che sia individuato, dall'ente in questione, un rappresentante nella Rete che, qualora possibile, abbia sufficienti competenze sulle tematiche oggetto di discussione nella Rete, conoscenza, anche minima, dell'altra lingua ufficiale del progetto MA.R.E. ed esperienza in progetti internazionali.

Nel caso non esistano rapporti di conoscenza e collaborazione pregressa, le modalità delle prese di contatto con enti complessi e dall'importante ruolo istituzionale andranno comunque valutate caso per caso.

Per gli altri casi, si può utilizzare come base il testo al paragrafo seguente.

Testo

" Spett.le Nome ente,

Vi contattiamo per domandare la vostra adesione alla Rete Transfrontaliera dei servizi per il lavoro.

La Rete Transfrontaliera nasce nell'ambito del progetto MA.R.E. - Marché transfrontalier du travail et Réseau des services pour l'Emploi, iniziativa Interreg III finanziata dal Fondo Europeo per lo Sviluppo Regionale. Potete trovare l'elenco degli enti di partenariato nel documento in allegato *Protocollo Rete Transfrontaliera*.

La Rete vuole essere un comune luogo di discussione e confronto per gli attori pubblici e privati dei mercati del lavoro di Corsica, Liguria, Provenza-Alpi-Costa Azzurra, Sardegna e Toscana.

L'obiettivo principale è quello di favorire la mobilità occupazionale tra queste regioni.

Noi chiediamo se sia possibile organizzare un incontro in presenza o telefonico con un Vostro rappresentante, in modo da poterVi illustrare i motivi che ci hanno spinti a contattarVi e a desiderare il Vostro contributo in questa importante iniziativa.

Siamo a disposizione per ogni chiarimento e delucidazione. Alleghiamo:

Protocollo della Rete Transfrontaliera Lettera
di adesione
Manifesto della Rete Transfrontaliera
Informativa privacy

Rimanendo in attesa di un Vostro riscontro,

porgiamo cordiali saluti "

Come ovvio possono essere aggiunte frasi ad hoc che illustrino i motivi di contatto per particolari attori.

In particolare, qualora nella fase II si stiano contattando le numerose agenzie di lavoro private o gli enti di formazione professionale, il testo sopra può essere oggetto di integrazioni quali:

"Spett.le Nome agenzia,

Vi contattiamo per domandare la vostra adesione alla Rete Transfrontaliera dei servizi per il lavoro.

La Rete Transfrontaliera nasce nell'ambito del progetto M.A.R.E. - Marché transfrontalier du travail et Réseau des services pour l'Emploi, iniziativa Interreg III finanziata dal Fondo Europeo per lo Sviluppo Regionale. Potete trovare l'elenco degli enti di partenariato nel documento in allegato *Protocollo Rete Transfrontaliera*.

La Rete vuole essere un comune luogo di discussione e confronto per gli attori pubblici e privati dei mercati del lavoro di Corsica, Liguria, Provenza-Alpi-Costa Azzurra, Sardegna e Toscana.

L'obiettivo principale è quello di favorire la mobilità occupazionale tra queste regioni.

La presenza delle agenzie per il lavoro è ritenuto dai partner di progetto un elemento irrinunciabile di una Rete che abbia questo scopo. Vorremmo, infatti, creare circoli virtuosi di collaborazione tra servizi pubblici e privati di intermediazione al lavoro.

oppure

La presenza del mondo della formazione professionale è ritenuta dai partner di progetto un elemento irrinunciabile di una Rete che abbia questo scopo. La volontà è, infatti, quella di creare percorsi virtuosi di collaborazione tra formazione, servizi per l'impiego e mondo delle imprese per migliorare l'efficienza del mercato del lavoro.

Noi chiediamo se sia possibile organizzare un incontro in presenza o telefonico con un Vostro rappresentante, in modo da poterVi illustrare più in dettaglio i motivi che ci hanno spinti a contattarVi e a desiderare il Vostro contributo in questa importante iniziativa.

Siamo a disposizione per ogni chiarimento e delucidazione. Alleghiamo:

Protocollo della Rete Transfrontaliera Lettera
di adesione
Manifesto della Rete Transfrontaliera
Informativa privacy

Rimanendo in attesa di un Vostro riscontro,

porgiamo cordiali saluti"

ALL. 6 Modelli lettera di adesione alla Rete Transfrontaliera

Lettera di adesione tipo nodo primario

NOME ENTE: _____

SEDE (nazione, città, indirizzo): _____

COD.FISC./P.IVA: _____

TELEFONO: _____

EMAIL: _____

PEC: _____

NOMINATIVO RAPPRESENTANTE LEGALE _____

SI UNISCE

alla Rete Transfrontaliera dei Servizi per il Lavoro, creata nell'ambito del progetto MA.R.E. MArché transfrontalier du travail et Réseau des services pour l'Emploi, iniziativa INTERREG III finanziato dal Fondo Europeo di Sviluppo Regionale (FESR).

DICHIARA

- di aver preso visione e di condividere il Protocollo di Rete, il quale indica gli obiettivi, la *governance* e le attività della Rete Transfrontaliera;
- di essere consapevole di rappresentare nella Rete un attore di fondamentale importanza, senza la cui collaborazione attiva non potranno essere raggiunti gli obiettivi della Rete;
- di voler porre in essere una collaborazione attiva nella partecipazione alla Rete;
- di essere consapevole che la Rete Transfrontaliera non è un soggetto dotato di personalità giuridica

ELEGGE

come suo rappresentante nella Rete Transfrontaliera:

NOME RAPPRESENTANTE: _____

RUOLO NELL'ENTE DEL RAPPRESENTANTE: _____

EMAIL RAPPRESENTANTE: _____

TELEFONO
RAPPRESENTANTE: _____

I dati personali forniti saranno trattati nel rispetto del GDPR 2016/679. Si allega informativa privacy da firmare. Il titolare del trattamento dei dati è: xxxxxxx.

Data e luogo

Firma del rappresentante legale

Firma del rappresentante nella Rete Transfrontaliera

Lettera di adesione tipo nodo di accrescimento

NOME ENTE: _____

SEDE (nazione, città, indirizzo): _____

COD.FISC./P.IVA: _____

TELEFONO: _____

EMAIL: _____

PEC: _____

NOMINATIVO RAPPRESENTANTE LEGALE _____

SI UNISCE

alla Rete Transfrontaliera dei Servizi per il Lavoro, creata nell'ambito del progetto M.A.R.E. MArché transfrontalier du travail et Réseau des services pour l'Emploi, iniziativa INTERREG III finanziato dal Fondo Europeo di Sviluppo Regionale (FESR).

DICHIARA

- di aver preso visione e di condividere il Protocollo di Rete, il quale indica gli obiettivi, la *governance* e le attività della Rete Transfrontaliera;
- di voler porre in essere una collaborazione attiva nella partecipazione alla Rete;
- di essere consapevole che la Rete Transfrontaliera non è un soggetto dotato di personalità giuridica

ELEGGE

come suo rappresentante nella Rete Transfrontaliera:

NOME RAPPRESENTANTE: _____

EMAIL RAPPRESENTANTE: _____

TELEFONO RAPPRESENTANTE: _____

I dati personali forniti saranno trattati nel rispetto del GDPR 2016/679. Si allega informativa privacy da firmare. Il titolare del trattamento dei dati è: xxxxxx

Data e luogo

Firma del rappresentante legale

Firma del rappresentante nella Rete Transfrontaliera

ALL. 7 Calendario delle attività

Attività calendarizzate

Gli incontri interni ai partecipanti della Rete si svolgono su base semestrale. Gli incontri sono indetti e gestiti dall'infrastruttura centrale di Rete.

Il presidente e i segretari decidono l'ordine del giorno degli incontri semestrali, con particolare attenzione a sviluppare un progressivo percorso di riflessione sulla tematica dell'integrazione dei mercati del lavoro dell'ambito di cooperazione.

Tali confronti possono avvenire in presenza o da remoto attraverso applicativi di teleconferenza o chiamate collettive su tecnologia voice over IP. Il confronto tra i partecipanti prosegue in modo continuativo anche attraverso l'utilizzo dello spazio nella area riservata alla Rete nel dominio <https://mare.alfaliguria.it> o tramite scambio di email e/o telefonate.

Le attività già calendarizzate alla data di stesura del Protocollo di Rete (luglio 2020) sono elencate sotto e riportate nell'allegato a parte Calendario delle attività (file xlsx).

Tali attività coprono il periodo settembre 2020 - dicembre 2021.

- Incontri di confronto: settembre 2021, aprile 2021, ottobre 2021
- Elaborazione di un Piano di azione nello spazio di cooperazione per favorire l'integrazione degli esiti del progetto MA.R.E. nella strategia della prossime programmazioni regionali
- Presa visione e validazione dell'indagine online attuata nell'ambito della component T1.
- Presa visione e validazione dei report territoriali elaborati nell'ambito della component T3.
- Presa visione e validazione della proposta di *Servizio congiunto di IVC nel progetto MA.R.E. e linee guida per l'attuazione* elaborato nell'ambito della componente T5.
- Elaborazione di strategie di individuazione e coinvolgimento di altri attori pubblici e privati nella Rete (Fase II).
- Presa di contatto di altri portatori di interesse da coinvolgere nella rete
- Partecipazione ufficiale e con spazio apposito, in collaborazione con il Forum degli operatori, agli eventi fieristici calendarizzati per il Forum degli operatori:
 - Dicembre 2020, Toscana (in occasione della Fiera Toscana del Lavoro);
 - Gennaio 2021, Sardegna (in occasione dell'International Job Meeting);
 - Marzo 2021, PACA (in occasione della Settimana del lavoro);
 - Maggio 2021, (Corsica);
 - Autunno 2021, (Liguria).

File xlsx modificabile in allegato a parte.

ATTIVITÀ	PERIODO			
	3° QUADRIMESTRE 2020	1° QUADRIMESTRE 2021	2° QUADRIMESTRE 2021	3° QUADRIMESTRE 2021
INCONTRI INTERNI RETE	settembre 2020	aprile 2021		ottobre 2021
PARTECIPAZIONE A EVENTI FIERISTICI	dicembre 2020 (Fiera Toscana del Lavoro)	gennaio 2021 (International Job Meeting Sardegna) marzo 2021 PACA (Settimana del lavoro)	maggio 2021 Corsica	autunno 2021 Liguria
ELABORAZIONE PIANO CONGIUNTO				
VALIDAZIONE INDAGINE T1				
VALIDAZIONE REPORT T3				
VALIDAZIONE PROPOSTA IVC T5				
ALLARGAMENTO RETE TRANSFRONTALIERA				

Cronogramma



Interreg

MARITTIMO-IT FR-MARITTIME



All. 8. Suggestioni per le strategie di sviluppo della Rete

La fase I mira a creare delle collaborazioni continuative tra gli enti apicali del sistema pubblico-privato di intermediazione tra domanda e offerta di lavoro nell'ambito dello spazio di cooperazione.

In tal senso la Rete opererà come soggetto, informale e non giuridico, con due principali obiettivi generali, uno interno e l'altro esterno: rendere continuative le comunicazioni e la cooperazione tra tutti gli attori pubblici e privati rappresentati; favorire, sulla base di obiettivi specifici e corrispondenti attività, la mobilità lavorativa transfrontaliera tra i territori in cui essa opera.

Nell'orizzonte di un miglioramento dell'efficienza del mercato del lavoro, quindi del matching tra domanda e offerta, la Rete, così come strutturata nella Fase I, rappresenta già un soggetto di enormi potenzialità.

Potenzialità altrettanto importanti sono quelle relative ad altre traiettorie di rafforzamento del mercato del lavoro nelle cinque Regioni, quali ad esempio l'individuazione e la diffusione di buone prassi, l'impulso alla crescita delle filiere economiche blu e verde o la definizione di procedure standard di consulenza indirizzate alla mobilità transfrontaliera.

La Fase II, esterna e successiva agli obiettivi specifici del progetto MA.R.E., tuttavia, potrebbe rappresentare un ulteriore salto di qualità della valenza economico-sociale della Rete.

La Rete potrebbe evolvere nel soggetto -l'unico- che permette l'incontro e il confronto tra tutti i maggiori portatori di interesse nel mercato del lavoro dello spazio di cooperazione. Così prefigurata, la Rete rappresenterebbe una realtà originale sia per il caso italiano sia nella relazione tra i sistemi dei servizi per il lavoro di Francia e Italia.

È questo l'orizzonte che ha ispirato la strutturazione in fasi distinte della costruzione della Rete Transfrontaliera e, più in particolare, la stesura dell'elenco degli attori potenziali della Fase II. Un elenco, quello, che non solo moltiplica le voci rappresentate nella rete (agenzie di intermediazione private, agenzie di formazione professionale, associazioni di categoria, e così via) ma comprende in sé anche gli enti erogatori di politiche passive, i sindacati, gli istituti di ricerca sul mercato del lavoro, gli enti a tutela della salute e della sicurezza e quelli con missione di lotta alle discriminazioni nei luoghi di lavoro.

Le implicazioni dell'attualizzazione di una Rete simile sarebbero notevoli. Non solo relativamente all'aumento dell'efficienza del mercato del lavoro e all'eliminazione degli attriti che attualmente possono frenare la mobilità transfrontaliera. Altre conseguenze virtuose di una rete così strutturata -alcune già in parte ottenibili durante la prima fase interna al progetto MA.R.E. -, riguardano le relazioni tra decisori ed esecutori delle politiche; il rapporto tra tradizioni amministrative differenti; la collaborazione tra pubblico e privato; la collaborazione tra enti con missione diversa; la riflessione condivisa sugli attuali meccanismi standardizzati di accoglienza ed accompagnamento al lavoro; l'interscambio tra differenti database.

Per quanto riguarda il primo aspetto, la cooperazione tra il Forum degli operatori e la Rete Transfrontaliera disegna un possibile luogo di confronto reciproco tra chi attua sul piano delle prassi le politiche attive e chi le progetta. Questo luogo sarebbe attraversato da una continua trasmissione bottom-up del sapere esperienziale degli operatori dei Centri per l'Impiego e dei Pôles emploi verso i decisori politici regionali e gli enti apicali di gestione e supervisione del sistema del mercato del lavoro dei cinque territori. La disponibilità di questo sapere, se adeguatamente ordinata e organizzata, potrebbe rappresentare un importante serbatoio di conoscenze utili a superare

eventuali criticità relative a determinati aspetti delle politiche per il lavoro o dell'organizzazione dei servizi per il lavoro.

In secondo luogo, la Rete Transfrontaliera mette a confronto due tradizioni diverse di pubblica amministrazione del sistema dei servizi per il lavoro. Da una parte la tradizione francese ha un carattere storicamente più centralistico, ulteriormente enfatizzato dalla Loi 2008-126, 13 février 2008, la quale ha deciso la fusione della Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE) e della Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Assédic). L'attuale struttura del Pôle Emploi riunisce al suo vertice rappresentanti statali, sindacali, delle associazioni di categoria e di esperti del settore. Dall'altro l'esempio italiano si organizza a partire dal locale, nello spirito federalista che ha animato le riforme dell'ultimo ventennio, a partire dalla legge 59 del 15 marzo 1997. Il confronto tra sistemi così diversi all'interno di un percorso con obiettivi comuni, non può che essere fruttifero.

La terza conseguenza virtuosa riguarda il rapporto di confronto e cooperazione continuativi che la Rete Transfrontaliera instaura tra servizi pubblici e privati di intermediazione tra domanda e offerta di lavoro. Questo rapporto è per sua natura difficoltoso poiché inevitabilmente combina fini differenti, idealmente la piena occupazione come obiettivo di politica pubblica e l'inserimento lavorativo come occasione di profitto nel servizio di intermediazione. Tale rapporto, tuttavia, non solo è richiesto dallo spirito del corpus normativo dei due Paesi (si pensi ad esempio alla cd. legge Biagi del 2003 o alla cd. legge Fornero del 2012) ma, quanto più intenso e coordinato sia, tanto più migliora l'efficienza del mercato del lavoro.

Il rapporto tra soggetti di natura differente e con missioni diverse, è evidentemente il carattere essenziale della Rete. La Rete, come luogo comune a soggetti eterogenei, può produrre indicazioni economiche, sociali e politiche di sicuro interesse pubblico. Si pensi, a mero titolo d'esempio, a un percorso di lavoro condiviso tra il mondo della formazione professionale e le figure istituzionali deputate al contrasto delle discriminazioni di genere nel lavoro. Se reputiamo un problema - sia al livello di valori che di efficienza occupazionale - l'egemonizzazione di genere di determinate professioni se non di interi settori e filiere economiche, ecco che l'incontro nella Rete tra queste istanze potrebbe portare a proposte rilevanti di riforma politica o di sperimentazione progettuale.

Ancora elencando i possibili effetti positivi di un salto di qualità della Rete Transfrontaliera, si vuole sottolineare come essa possa rivelarsi un ottimo contenitore di discussione per la riflessione sugli standard di prestazione richiesti ai servizi per l'impiego. Nel caso italiano, i livelli essenziali di prestazione (LEP) dei Centri per l'Impiego, voluti dal d.lgs. 150 del 2015, necessitano ancora di un affinamento nella loro concreta implementazione. Qui l'esempio francese, fondato su quattro indicatori di performance, ha una tradizione di valutazione diversa e più sperimentata, la quale può essere fonte di riflessione per i colleghi dell'altra nazione.

In ultimo, la Rete Transfrontaliera potrebbe essere un cavallo di Troia per reprimere una certa, diciamo così, "gelosia del database" la quale, specie nel caso italiano, impedisce una fruttifera condivisione dei dati, in possesso ai vari enti e istituzioni, relativi al mondo dell'occupazione. Parallelamente, un database della domanda e dell'offerta di lavoro unico per tutti e cinque i territori cooperanti, rappresenterebbe un prodotto in grado di realizzare con pienezza lo spirito del progetto MARE.

Queste suggestioni vogliono essere utili nel rafforzare la sostenibilità di progetto, nell'ottica di orientare il partenariato verso la ricerca di risorse - sia finanziarie sia di ore/lavoro - che siano congrue con l'obiettivo di non vedere disperso tale patrimonio di occasioni di miglioramento, di conoscenze e di pratiche.

La riflessione potrebbe indirizzarsi anche nel ridefinire nel medio-lungo periodo la Rete Transfrontaliera come soggetto - orientativamente in quanto ente di terzo settore - dotato di personalità giuridica.

La Rete potrebbe altresì porre in essere collaborazioni e integrarsi a vario livello con reti già esistenti nei vari territori, le quali riuniscano soggetti solo pubblici o soggetti pubblici e privati e abbiano per oggetto e missione l'efficienza del mercato del lavoro. Collaborazioni del genere non solo rappresenterebbero un moltiplicatore delle potenzialità della Rete ma, anche, potrebbero rilevarsi decisive nell'individuazione delle modalità della sua futura sostenibilità temporale ed economica. Le forme, i modi, i tempi e gli scopi di queste collaborazioni sarebbero stabiliti dai processi decisionali interni alla Rete Transfrontaliera stessa. Si raccomanda ai partner, se possibile già nell'individuazione degli attori della Fase I, di prefigurare queste possibilità future, ad esempio individuando tra le persone fisiche che saranno i rappresentanti nella Rete dei nodi primari, soggetti che stiano già collaborando in reti similari già costituite e attive.

ALL. 9 Documentazione privacy e trattamento dei dati personali

Informativa privacy

vedi allegato a parte

Documento programmatico sulla sicurezza (D.P.S.)

vedi allegato a parte

Registro delle attività di trattamento dei dati personali

vedi allegato a parte

Registro delle violazioni dei dati personali

vedi allegato a parte